

Berlinguer : un hommage mérité de la bourgeoisie italienne

P. 6 et 7

**Lutte
Ouvrière**

**Le 17 juin
votez
Lutte
Ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 837 - 16 juin 1984 - prix : 6 F

Le chantage de Creusot-Loire :

**le gouvernement
finira par marcher,
car il n'est dur
qu'envers
les chômeurs !**

sommaire

Dans le monde

Pages 6 et 7

— La mort d'Enrico Berlinguer... et les louanges méritées de la bourgeoisie italienne.

Page 8

— Argentine : le gouvernement dit « non » au plan d'austérité du FMI, pour mieux imposer le sien.

Page 14

— Un milliard de dollars en cinq ans contre la faim, contre un milliard par jour en armements !

En France

Page 13

— Le coup du téléphone.
— Décrochez-moi ça !

Pages 15 et 16

— La souscription.

Page 20

— La campagne de Lutte Ouvrière dans les élections européennes.

Culture

Page 17

— Films : *Le succès à tout prix ; Mais... qui a tué Harry ?*

Pages 18 et 19

— Livres : *Marchés d'esclaves* de J. Kessel ; *Les temps heureux* de R. Bordier ; *Les dimanches à Belleville* de C. Lépidis.

La fête

Pages 9 à 12

— Vive la fête ! Vive le rassemblement de soutien à la liste de Lutte Ouvrière aux élections européennes !
— Les allocutions d'Arlette Laguiller, dimanche et lundi
— Ils étaient parmi nous.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Faire l'âne pour avoir du son

La famille de Guy de Rothschild, dont la banque avait été nationalisée en 1981 par le gouvernement de gauche, vient d'obtenir de ce même gouvernement l'autorisation d'ouvrir une nouvelle banque privée, la Compagnie Paris-Orléans, une opération financée par... le montant de l'indemnité de nationalisation de la première banque Rothschild : quelque 200 millions de francs.

Selon le *Canard enchaîné*, le P-DG d'une autre banque, nationalisée celle-là, aurait commenté : « Cette banque, il n'y aura pas besoin de la nationaliser. Elle sera tellement bien gérée qu'elle mourra toute seule... ». Voilà un banquier bien naïf, ou en tout cas parfaitement incompétent pour diriger une banque privée. Ce n'est pas en gérant convenablement sa banque que Rothschild espère gagner de l'argent ! C'est, au contraire, en gérant si mal son établissement que l'Etat lui propose de le nationaliser ! Dame, 200 millions à chaque fois, ça ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval, comme dirait le propriétaire d'écurie de chevaux de course... Rothschild !

Pavillon de complaisance chilien

Un fabricant d'armes chilien a conclu un contrat de vente de cinq mille bombes à fragmentation avec l'Irak. Chacune de ces bombes pèse 250 kg et disperse au sol deux cent quarante petites bombes.

Les pièces détachées et la technologie nécessaire à leur fabrication proviennent des Etats-Unis.

Evidemment, les Etats-Unis proclament leur neutralité dans le conflit Irak-Iran. Mais les voies de l'intervention sont aussi variées qu'impénétrables.

Marchais brandit la croix de Lorraine

Marchais a longuement cité... le général De Gaulle, lors de son meeting électoral à Lille, le lendemain du 6 juin, alors que Mitterrand, lui, s'était soigneusement abstenu d'en parler lors des fêtes commémoratives.

C'est que le PCF garde un faible, comme Simone Veil, pour le cher disparu.

En 1945, De Gaulle n'avait-il pas accordé au PCF plus de ministres que Mitterrand en 1981 ?

Dieu reconstitue les ligues dissoutes

Le RPR prêtera ses gros bras pour canaliser les manifestants pour l'école privée, le 24 juin (les journaux).

Diable, l'Eglise ne craint pas les mises à SAC !

65 millions d'années après



Mitterrand, en ce dimanche de Pentecôte, a gravi les 402 mètres du site préhistorique classé de Solutré.

Après avoir marché sur les traces des dinosaures, il lui est venu des réflexions sur la lon-

gévité... du Premier ministre : « Cinq ans ce serait un bon chiffre », mais « au bout de trois ans, on s'use ».

Mauroy est tout de même un peu inquiet : si, pour une fois, Mitterrand pensait ce qu'il dit !

Une femme disparaît



Huguette Bouchardeau, dans le cadre de ses fonctions décoratives de secrétaire d'Etat à l'Environnement, devait inaugurer une station d'épuration à Port-Boué, en Côte-d'Ivoire.

Au dernier moment, elle est restée à Paris pour assister à une réunion interministérielle. Qu'à cela ne tienne : les organisateurs, pour ménager la susceptibilité des quelque dix mille personnes présentes à l'inauguration, ont fait comme si madame la ministre était

bien là. Pour que la supercherie ne soit pas découverte, ils ont demandé à la télévision de ne rien filmer et ont abrégé la cérémonie.

Etre vu sans être là, c'est certainement le rêve secret de bien des ministres qui aimeraient couper aux corvées d'inauguration de chrysanthèmes.

Sauf pour... Huguette Bouchardeau, qui ne décolère pas, paraît-il. Il est vrai que, d'habitude, c'est sa présence qui passe inaperçue !

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Le chantage de Creusot-Loire : **Le gouvernement finira par marcher,** **car il n'est dur qu'envers les chômeurs !**

Quel culot ! Non seulement le P.-D.G. de Creusot-Loire a sa façon bien à lui de faire la manche auprès de l'Etat (t'as pas 3 milliards ?), mais il fait chanter le gouvernement avec la menace de mettre l'entreprise en faillite, mettant en jeu 30 000 emplois.

Et le gouvernement chante. Il discute. Le ministre de l'Industrie « assure » que le gouvernement ne ménagera pas ses efforts pour aboutir à une solution ; il « conjure » le groupe Schneider de ne pas abandonner sa filiale ; il « propose » des participations de fonds publics, des prêts de banques nationalisées. Alors, redoublant de culot, les patrons de Creusot-Loire tapent du poing sur la table, crient à la nationalisation, veulent l'argent, mais somment l'Etat de ne pas mettre son nez dans leurs affaires, qui pourtant n'avaient pas l'air si bien gérées que cela !

Et c'est bien le comble. Après avoir pillé EDF, grâce au monopole de la construction des centrales, écumé le marché public de l'armement, s'être constitué d'immenses fortunes sur le dos des contribuables et la sueur de dizaines de milliers d'ouvriers se succédant sur plusieurs générations, les familles Empain, Schneider et de Wendel prétendent qu'elles ne peuvent plus rien pour Creusot-Loire, moins rentable qu'à une époque ! Mais de l'argent, du capital, ces grandes familles en ont en veux-tu en voilà. Seulement, quand elles ont de l'argent à perdre, c'est peut-être pour payer les dettes au poker du baron Empain, pas pour payer les dettes de l'entreprise.

Oui, les patrons ont tous les toupets. A quelques jours des élections européennes, le P.-D.G. de Creusot-Loire s'est même offert le luxe d'une opération politique en donnant l'occasion à la droite de reprocher au gouvernement de ne pas prendre en compte les menaces sur l'emploi de 30 000 ouvriers. Comme si les actionnaires de Creusot-Loire s'étaient jamais souciés de leur sort !

Oui, les patrons se permettent tous les chantages, parce que le gouvernement y a toujours cédé depuis trois ans. Il a commencé par reculer sur les nationalisations en

acceptant d'augmenter les indemnités. Les groupes privés auraient eu tort de se gêner par la suite. Désormais, ils se contentent de présenter la note, et interdisent au gouvernement tout droit de regard.

« On nous demande de payer, payer, payer... et de ne rien faire d'autre... » a dit le ministre de l'Industrie. Le gouvernement geint, paye, et ne fait rien d'autre. Au moment même où Creusot-Loire pose ses conditions, le Conseil des ministres se contente de chercher des solutions à l'emploi... et n'en trouve pas !

Et pourtant elles crèvent les yeux, les solutions. Le groupe Schneider s'apprête à licencier. Mais on voit bien où se trouve l'argent et le capital : chez tous ces groupes financiers qui prospèrent derrière Creusot-Loire et font tout de leur argent, sauf l'investir dans la production. Oui, on pourrait préserver les emplois de Creusot-Loire. Il suffirait de nationaliser le trust sans indemnités, de le leur confisquer, et on n'aurait pas encore récupéré tout l'argent que l'Etat a distribué à la famille Schneider depuis des années. Mais le gouvernement ne veut surtout pas de cette solution-là. Les Empain-Schneider ont le droit de mettre en faillite Creusot-Loire, mais leurs fortunes accumulées restent intouchables. C'est la loi !

Et pourtant, la loi, ça se change. Sinon pourquoi être au gouvernement ? Mais non. Ce gouvernement qui se dit de gauche, lui, préfère respecter la loi de ses prédécesseurs, et laisser mettre les ouvriers sur le pavé. Il préfère mettre l'argent des contribuables à la disposition des capitalistes. Le groupe Schneider en demande plus pour en avoir moins, c'est devenu une habitude chez les capitalistes. Et c'est sûr, l'Etat va payer, comme il a toujours payé.

Et il n'y a pas de raison que la bourgeoisie s'arrête là. Elle en demandera toujours plus, en faisant chanter plus haut encore le gouvernement avec la peau des travailleurs. Jusqu'au jour où les travailleurs en auront assez d'entendre chanter, et voudront régler les comptes.

Arlette LAGUILLER

Voir notre article, p. 4

**Les affiches
de
LUTTE
OUVRIERE
dans la
campagne**

**faible
devant le patronat
dur
envers les chômeurs
ce gouvernement
n'est pas de gauche.
Votons Lutte Ouvrière**

**Le chômage
augmente,
la colère
des travailleurs
aussi
Votons Lutte Ouvrière**

**Petits commerçants,
artisans, professions libérales,
la gauche trahit
les ouvriers,
mais c'est vous
que la droite trompe.
Votez Lutte Ouvrière**

Creusot-Loire :

L'Etat a déjà donné, il donne, et donnera encore

Le groupe Creusot-Loire est l'un des plus grands empires industriels et financiers privés français. Il se trouve actuellement sous le contrôle de trois familles de magnats des affaires, les de Wendel, les Worms et les Empain. De là à conclure qu'il s'agit d'une affaire de famille, il y a plus qu'une marge car depuis longtemps Creusot-Loire ne serait rien si ces trois familles n'avaient vu leurs profits assurés grâce aux fonds, aux commandes et à la complicité active d'un quatrième larron complaisant : l'Etat.

Ce montage financier qui, quant à son principe fonctionnel selon le système des vases communicants, aurait sans doute pu continuer à fonctionner sous un gouvernement de gauche comme sous le septennat de Giscard (lié d'ailleurs familialement à Empain-Schneider), si le terrain sur lequel prospérait Creusot-Loire ne s'était quelque peu épuisé.

Le nucléaire, c'était Creusot-Loire

Creusot-Loire avait en effet connu son heure de gloire financière dans les années soixante-dix avec le choix gouvernemental dit du « tout nucléaire ». Le groupe se trouvait être le principal fournisseur de l'Etat, via l'EDF, en matière de centrales nucléaires, depuis la construction jusqu'à la maintenance en passant par la fourniture du combustible. Or, même les meilleures choses ont une fin et l'ère du « tout nucléaire » semble toucher à son terme, même si l'Etat a poussé la complaisance jusqu'à faire construire tellement de centrales qu'actuellement EDF reconnaît produire plus d'électricité qu'il n'en faudrait.

L'autre fleuron de Creusot-Loire, la sidérurgie, rapportant désormais moins de profits que d'autres secteurs (et ceci malgré le marché militaire protégé par l'Etat où Creusot-Loire s'était taillé la part du lion, notamment dans la construction de chars), les actionnaires aimeraient bien s'en délester, au moins en partie.

Quelques dernières subventions... en attendant d'autres

Cela fait deux ans que les intérêts privés préparent leur retraite de ce secteur devenu moins rentable. Voici un an ils avaient déjà obtenu de l'Etat 4 milliards pour se débarrasser de la sidérurgie fine, ce qui n'empêche pas aujourd'hui le P.-D.G. de réclamer une nouvelle « compensation » pour cette même sidérurgie. En novembre dernier, les actionnaires s'engageaient à apporter 620 millions dans l'affaire (somme jamais versée à la différence des 4 milliards de fonds publics) et réclamaient aussitôt une nouvelle rallonge de l'Etat de 4 nouveaux milliards. Dans le même temps les familles de Wendel, Worms et Empain vendaient morceaux par morceaux les différentes sociétés du groupe ou participations qu'ils possédaient, ne conservant que les secteurs les plus rentables. Creusot-Loire a ainsi revendu 50 % de ses actions dans Framatome, tout en gardant les domaines de la maintenance et de la fourniture en combustible des centrales nucléaires, domaines d'une rentabilité garantie par l'Etat et par la hausse des tarifs EDF.

Des actionnaires « sans surface financière » ?

Aujourd'hui, pour justifier la demande de mise en règlement judiciaire, Pineau-Valencienne, le P.-D.G. de Creusot-Loire, explique la main sur le cœur (et le portefeuille) que les actionnaires n'auraient « pas la surface financière suffisante » pour apporter les 800 millions nécessaires à la survie du groupe. Pour un peu, il organiserait un quête au profit des de Wendel, Empain ou Worms

(dont la banque du même nom a été nationalisée en 1982 avec ce que cela implique de grosses indemnités à la clé).

Quand on y regarde d'un peu plus près, on s'aperçoit pourtant que la nébuleuse Empain-Schneider dont dépend Creusot-Loire se trouve contrôlée par la Société Parisienne d'Etudes et de Participations, colossal holding financier international dans lequel la famille Empain détient directement 17 % et indirectement 12 % des actions. Cette famille dont les principaux pôles d'activités financières tournent aujourd'hui autour de marchés publics protégés dans le domaine des transports, des équipements électriques et électroniques avec Jeumont, Merlin-Gérin, SPIE-Batignolle, comme hier elle le faisait sur le marché public du nucléaire. Les Worms sont eux aussi dans la SPEP, par le biais des assurances Préservatrice Vie et IARD, tandis que l'Etat, toujours lui, ne dédaigne pas d'apporter son soutien massif à la SPEP (11,64 % du capital), via le groupe Paribas. Faut-il s'étonner, après cela, si l'annonce du futur dépôt de bilan de Creusot-Loire a tellement enthousiasmé les spéculateurs qu'il a fallu suspendre la cotation en Bourse de la SPEP ?

Les de Wendel, eux, possèdent, par le biais du holding CGIP, 45 % du capital de la Compagnie Financière de Creusot-Loire, participation qu'ils s'approprient évidemment à céder. Pour se consoler, il leur restera un empire financier hautement rentable et qui comprend une banque privée (Demachy), les groupes Carnaud, Gueugnon, Allevar, des entreprises de ciments ou engrais, des sociétés de portefeuille (qui détiennent des participations dans d'autres groupes), 16 % du capital d'Auxi-

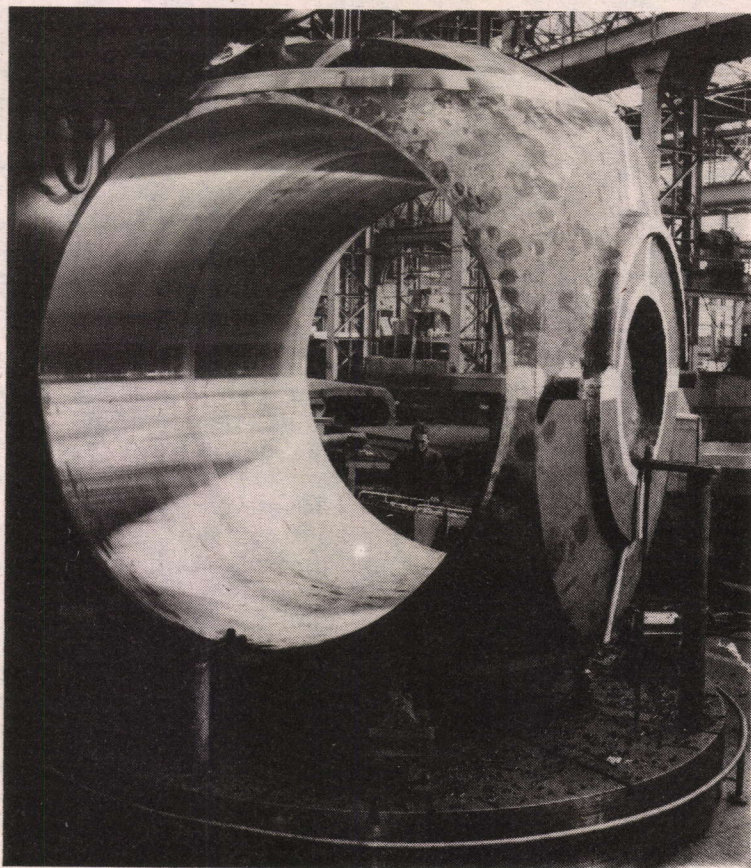
liaire d'Entreprise (un des trois géants des travaux publics), l'Omnium Financier Luxembourgeois (dont les bénéfices sont libellés en dollars !), Ornas (spécialisé dans l'immobilier aux Etats-Unis et la recherche pétrolière). Pour couronner le tout, les de Wendel possèdent aussi plus du tiers de deux sociétés de conseil en informatique — secteur prioritaire pour l'actuel gouvernement —, dont la SESA qui bénéficie du soutien de l'Etat, via les PTT pour exporter aux USA ou encore dans la mise en place de l'annuaire électronique.

Aujourd'hui, le P.-D.G. de

Creusot-Loire dit ne pas être « opposé à l'entrée d'un nouvel actionnaire public au sein du groupe ». Bien sûr, maintenant que les profits se sont envolés avec les de Wendel et autres Empain, la place est libre pour que l'Etat vienne éponger les déficits. Et comme l'Etat n'est pas rancunier pour deux sous (ou beaucoup plus), il continuera à aider tous ces gens-là à prospérer, sinon avec Creusot-Loire, du moins dans le secteur de l'informatique, de l'électronique, des grands travaux ou de l'exportation.

P.L.

Le baron Empain, démissionnaire de la direction du groupe Empain-Schneider, mais pas de la répartition des bénéfices ! (AFP)



Livrets de Caisse d'Épargne : hausse du plafond en attendant la baisse du taux d'intérêt

Dès la fin de la semaine prochaine, le plafond de rémunération à 7,5 % net d'impôt des dépôts sur les livres « A » des Caisses d'Épargne va passer de 58 000 F à 68 000 F. C'est ce que vient d'annoncer le directeur général de la Caisse des Dépôts, cet établissement financier étroitement lié à l'Etat (dont le budget est d'ailleurs supérieur à celui de l'Etat) qui gère notamment les sommes déposées sur les livrets des Caisses d'Épargne en les prêtant ensuite pour financer des opérations qualifiées d'intérêt public, comme les logements sociaux et le financement des dépenses communales.

L'Etat dispose ainsi d'une ressource financière traditionnellement abondante et surtout bon marché, car il est évidemment plus intéressant pour lui (et pour ceux auxquels il prête par le biais de la Caisse des Dépôts) de disposer de fonds rémunérés à 7,5 % que d'emprunter auprès des banques.

Or, depuis un an, la collecte de l'épargne sur les livrets « A » a sensiblement diminué alors même que, dans le même temps, les activités de la Caisse des Dépôts se sont considérablement diversifiées.

Que, dans ces conditions, les ressources bon marché — celles des livrets « A » — dont espérait continuer à bénéficier la Caisse des Dépôts aient eu tendance à fléchir, voilà qui est fâcheux.

« C'est de la faute aux CODEVI », a expliqué en substance, le directeur général de la Caisse des Dépôts. Voire... En effet, si le CODEVI — un livret d'épargne plafonné à 10 000 F et rémunéré, comme le livret « A » à 7,5 % — a bien été lancé voici un an, il est peu probable que ce lancement soit le principal responsable de la diminution de l'épargne sur les livrets « A ». En fait, l'épargne sur livret « A » a eu tendance à diminuer par les deux bouts. Comme le constataient récemment des responsables des Caisses d'Épargne Ecureuil, la

diminution du pouvoir d'achat des déposants les moins fortunés a amené ceux-ci à prélever sur leurs livrets pour faire face à une augmentation du coût de la vie que ne compensait pas la hausse des salaires. Par contre, un certain nombre de petits bourgeois qui avaient ouvert des livrets « A » et qui avaient déjà atteint le plafond de 58 000 F ont eu tendance soit à solder leur livret « B » (un livret non plafonné mais rémunéré à 4,5 % et, lui aussi, géré par la Caisse des Dépôts) pour s'orienter vers des CODEVI mieux rémunérés, soit plus fréquemment encore à ne laisser en Caisse d'Épargne que des sommes minimales (pour eux) pour s'orienter vers des placements spéculatifs mieux rémunérés (obligations, emprunts, fonds communs de placement, etc.). L'an dernier a en effet vu littéralement exploser le nombre et la diversité de ces formules de placements destinés aux petits ou gros bourgeois et rapportant au moins du 13 % net d'impôt, certaines rappor-

tant moins mais offrant en compensation des avantages fiscaux encore plus profitables.

C'est l'Etat lui-même qui, par toute une série de mesures, à commencer par les mesures fiscales et lesancements d'emprunts, a favorisé cet état de choses. C'est l'Etat également qui a décidé le lancement des CODEVI, et donc de concurrencer les Caisses d'Épargne : d'abord pour fournir aux industriels des ressources peu chères (car les sommes collectées sur les CODEVI leur sont réservées), ensuite et peut-être surtout pour fournir aux banques des capitaux bon marché, car à la différence des livrets « A », les CODEVI sont gérés par les banques de dépôt.

Alors, évidemment, l'Etat a tant à faire pour financer ici les industriels, là les banquiers, ailleurs pour fournir des placements rémunérateurs et spéculatifs à la bourgeoisie, que parfois il se produit quelques « couacs » et qu'il voit diminuer certaines ressources sur les-

quelles il comptait.

Maintenant, cela n'a pas forcément beaucoup gêné la Caisse des Dépôts dont les revenus ont quand même progressé de 13,2 % en un an. Et si cette progression a été moindre que ce qu'elle espérait, elle n'a guère dû hésiter à faire ses choix, puisqu'elle a diminué la part des ressources consacrées au logement social et aux communes, tout en augmentant de 34 % la part consacrée au secteur « productif », c'est-à-dire aux soutiens (indirects, il est vrai) au patronat, même s'il n'investit pas.

Quant à l'annonce du déplafonnement du livret « A » par un proche de Mauroy, à la veille des Européennes, elle fait coup double : d'abord parce que le gouvernement peut espérer bénéficier (un peu) électoralement de cette mesure, ensuite parce qu'elle tombe à pic pour faire semblant de compenser à l'avance la diminution de rémunération du livret « A » que l'on ne nous annoncera sans doute qu'après le scrutin... P.L.

INDE :

La concurrence des bourgeoisies sikh et indienne pour le contrôle du Pendjab

D'après le gouvernement indien, les mutineries de plusieurs milliers de soldats sikhs qui avaient débuté à la fin de la semaine dernière seraient maîtrisées. Les mutins qui, dans plusieurs Etats de l'Union indienne, au Cachemire, au Bengale occidental, dans le Goudjera, le Bihar, avaient quitté, avec armes et bagages, leurs régiments et tentaient de faire route vers le Pendjab pour y porter secours aux nationalistes sikhs pourchassés par l'armée, auraient été capturés ; ils devraient passer prochainement en cour martiale où ils risquent la peine de mort, selon les déclarations du général commandant-militaire de la région sud de l'Inde.

Est-ce la fin d'une mutinerie qui, comme l'affirme le gouvernement, n'aurait finalement touché que quelques milliers d'hommes et n'aurait pratiquement pas affecté les officiers sikhs, ou s'agit-il d'un bluff du gouvernement destiné à minimiser le danger que représente pour lui la crise sikh ? Les événements des jours prochains le diront.

Toujours est-il que la décision de faire prendre d'assaut par l'armée le Temple d'Or d'Amristar, dans le Pendjab, le principal lieu saint de la religion sikh, où s'étaient retranchés les partisans du chef religieux « fondamentaliste », le « sant » Bhindranwale, a pendant plusieurs jours ébranlé aux quatre coins de l'Union indienne l'unité et la stabilité de l'armée. Cette armée, qui était jusque-là présentée comme une armée parfaitement « apolitique », simplement parce qu'elle était restée fidèle au gouvernement en place, quelles que soient les tâches de répression que celui-ci lui demandait de faire, a cette fois failli éclater, malgré la précaution qu'avait prise le gouvernement d'Indira Gandhi de faire commander l'assaut du lieu saint des Sikhs par des généraux sikhs.

UNE MINORITE PRÉSENTE DANS L'APPAREIL D'ETAT INDIEN

C'est que, cette fois, il s'agissait de réprimer non une des minorités les plus pauvres et les plus opprimées de l'Inde, mais une minorité qui jouit, entre autres, d'une position particulière dans l'armée indienne. En effet, si les Sikhs ne représentent que 2 % de la population totale de l'Inde, ils n'en fournissent pas moins de 12 à 15 % des effectifs de l'armée, dont un bon nombre d'officiers.

Le peuple sikh, dont la religion est une sorte de fusion de l'hindouisme et de l'islam, et dont la coutume est que les hommes, barbus et enturbannés, arborent un grand poignard à la ceinture, a une longue tradition guerrière. Au moment de la conquête de l'Inde par les Britanniques, ce fut l'un des peuples du continent indien qui ont donné le plus de fil à retordre aux conquérants. Ensuite, dans le cadre de l'Inde coloniale, les Sikhs fournirent l'essentiel des effectifs de l'armée indienne de la colonie, ainsi d'ailleurs que la plupart des sbires que la Grande-Bretagne recrutait alors en Inde pour servir de police dans les autres colonies de la Couronne.

Pour cela même, la communauté sikh a été une minorité relativement favorisée par l'administration coloniale britannique. Au moment de l'indépendance, et du partage du sous-continent entre Inde et Pakistan, les Sikhs, dont plus des deux tiers vivent dans l'Etat du Pendjab, limitrophe du Pakistan, et où ils constituent un peu plus de 50 % de la population, avaient fini par se rallier à l'Inde. Ils fournissaient à

eux seuls plus de 30 % des effectifs de l'armée indienne. Le pourcentage de soldats sikhs dans l'armée indienne a donc depuis été divisé par deux (et le rêve du gouvernement fédéral indien serait de le réduire encore), mais pas leur nombre, puisque, entre-temps, les effectifs de l'armée indienne sont passés de 200 000 hommes à un million aujourd'hui.

La communauté sikhs ne joue pas seulement par son poids dans l'armée un rôle particulier en Inde : l'Etat du Pendjab, dans lequel vivent la majorité des Sikhs, est (avec l'Etat voisin à majorité hindoue de l'Haryana) considéré comme le grenier à blé de l'Inde : il produit à lui seul 17,5 % du blé indien, et fournit au gouvernement de l'Union indienne plus de 50 % des réserves fédérales de grains. Cela ne veut pas dire, certes, que la majorité de la population sikh soit aisée, ni que les paysans sikhs du Pendjab aient bénéficié des progrès de l'agriculture de la région. Bien au contraire : 60 % des paysans sikhs du Pendjab sont illettrés, et la majorité des Sikhs, tout comme celle des autres communautés nationales ou religieuses qui composent cette mosaïque de peuples qu'est le continent indien, connaissent la misère, même si le revenu moyen par habitant est au Pendjab le moins bas de toute l'Inde.

Et il est bien caractéristique de la nature du mouvement nationaliste et religieux qui oppose aujourd'hui les Sikhs au gouvernement d'Indira Gandhi, que les deux chefs de file de ce mouvement, tant celui qui est considéré comme modéré, le chef du parti sikh de l'Akali Dal et premier chef religieux du sikhisme, le « sant » Longowale, qui s'est rendu lors du siège du Temple d'Or, que son con-

current immédiat, l'extrémiste religieux sant Bhindranwale qui vient d'être tué dans le Temple d'Or à la tête de ses partisans, soient tous deux issus de la même caste : celle des « Jats », la caste des anciens guerriers devenus agriculteurs, et souvent grands propriétaires fonciers.

D'ailleurs, dans son interview publiée par *Le Monde* des 29-30 avril derniers, à la question du journaliste affirmant que « la communauté sikh est tout de même la plus prospère de l'Inde », le chef « fondamentaliste » sikh ne le niait pas. Il répondait : « Va-t-on maintenant nous reprocher d'être plus travailleurs que les autres ? » Il oubliait de parler des aides à l'agriculture distribuées dans le cadre de la « révolution verte » dans les années 60-70, qui étaient allées surtout aux exploitations considérées comme les plus rentables, c'est-à-dire aux grands propriétaires fonciers des régions agricoles les plus riches (en premier lieu, donc, ceux du Pendjab, à majorité sikh, et ceux de l'Etat hindou voisin de l'Haryana).

LA CONCURRENCE ENTRE DEUX BOURGEOISIES

Alors, derrière les particularismes nationaux ou religieux au nom desquels on cherche, comme si souvent, à fanatiser les masses pauvres, le différend qui oppose aujourd'hui les chefs sikhs au gouvernement d'Indira Gandhi est avant tout celui de deux bourgeoisies concurrentes pour le contrôle de cet Etat du Pendjab.

Le conflit qui a abouti aux affrontements d'Amristar a commencé justement il y a près de trois ans, lorsque le Parti sikh de l'Akali Dal, dirigé par le « sant » Longo-

wale, qui venait de perdre la direction du gouvernement du Pendjab, a décidé de lancer une « sainte campagne d'agitation ». Les revendications mises en avant dans cette « sainte campagne » (en dehors des revendications concernant le culte sikh proprement dit) sont bien démonstratives de quelle couche de la population sikh se soucie le saint homme et son parti. On y trouve en particulier : une revendication d'autonomie de l'Etat du Pendjab et le rattachement au seul Pendjab de la ville de Chandigarh, capitale commune du Pendjab et de l'Haryana (le gouvernement fédéral avait décidé, dans les années 60, de couper la riche province agricole en deux pour créer au sud un Etat à majorité hindoue plus sûrement fidèle au gouvernement central). La récupération pour le Pendjab de toutes les eaux des rivières Ravi et Beas dont une partie sert aujourd'hui à irriguer des terres de l'Haryana et du Rajasthan ; une modification du code de succession afin que le régime hindou, qui reconnaît des droits égaux aux filles et aux garçons, soit aboli pour les Sikhs et remplacé par un droit de succession sur les terres au seul fils aîné (afin de ne pas morceler les grandes propriétés).

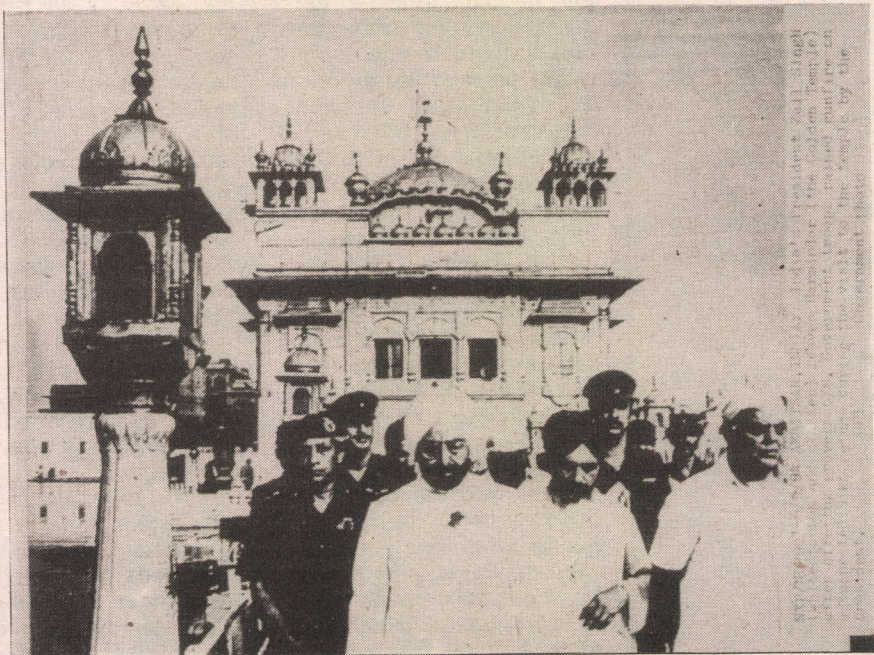
Lancé au début par les dirigeants de l'Akali Dal et son chef le « sant » Longowale, la « sainte campagne » a vite été prise en main par le jeune chef religieux fondamentaliste dont les partisans, largement recrutés au sein de l'Union des étudiants sikhs, a organisé depuis deux ans des séries d'attentats aveugles contre la communauté hindoue ainsi que l'assassinat politique d'opposants, en particulier de dirigeants sikhs jugés trop modérés.

DES AFFRONTEMENTS SUR UN FOND DE MISÈRE

Jusqu'à ces dernières semaines, le gouvernement d'Indira Gandhi avait préféré laisser faire, éviter un affrontement avec les Sikhs tout en faisant ostensiblement quelques concessions sur les revendications religieuses (celles qui la gênent le moins), même si cette attitude lui a valu de violentes critiques de la part de la plupart des partis politiques hindous. Est-ce l'approche des élections générales indiennes de janvier 1985 ou la menace proférée par les dirigeants sikhs de bloquer les livraisons de blé du Pendjab vers les autres régions de l'Inde qui a décidé le gouvernement à chercher à en finir par la force avec l'agitation des extrémistes sikhs ? Rien ne dit en tout cas que le résultat de l'épreuve de force engagée n'aboutisse pas au résultat diamétralement opposé.

Car jusqu'à présent il était difficile de connaître l'influence réelle que pouvait avoir dans la population sikh la propagande et les actions terroristes des extrémistes religieux. Par contre, l'intervention de l'armée dans le temple sacré, la répression féroce (plus de 1000 et peut-être même 2000 morts dans le Temple d'Or) semblent avoir coupé le gouvernement indien y compris des plus modérés des dirigeants sikhs (plusieurs notables sikhs membres du propre parti d'Indira Gandhi ont donné leur démission), et pourraient bien, dans le climat de misère et de tension du continent indien, allumer une nouvelle flambée d'affrontements religieux et raciaux entre Sikhs et Hindous.

Olivier BELIN



Le président de la République indienne visitant le temple d'Harmandir après l'intervention de l'armée contre les nationalistes sikhs. (AFP).

La mort d'Enrico Berlinguer

... et les louanges méritées de

Enrico Berlinguer est mort, lundi 11 juin, des suites de l'hémorragie cérébrale survenue trois jours plus tôt, au moment où il tenait un meeting électoral à Padoue. Ses obsèques, mercredi 13 juin à Rome, ont donné lieu à une manifestation imposante, estimée à un million de personnes. Elles attestent en tout cas que le leader du PCI était, sans conteste, un homme populaire au sein de son propre parti. Il l'était même sans doute, plus largement, au sein des masses populaires italiennes, comme peut l'être le principal dirigeant d'un parti comme le PCI, qui a des liens profonds et nombreux avec la classe ouvrière et les couches exploitées, recueille plus de 30 % des voix aux élections et regroupe 1 500 000 adhérents.

Mais les éloges faits à Berlinguer au jour de sa mort viennent aussi de bien d'autres milieux, et d'abord des milieux politiques dirigeants du pays. Le président de la République italienne, Sandro Pertini, a tenu à se rendre au chevet du mourant et à montrer sa profonde affliction, parlant de Berlinguer comme d'un « juste ». Le Premier ministre socialiste, Craxi, qu'une longue bataille parlementaire a opposé ces derniers mois au PCI, a néanmoins

tenu à exprimer sa « profonde tristesse » et à dire que la mort de Berlinguer était « une perte pour la démocratie ». Le pape lui-même aurait « prié personnellement » pour Berlinguer et le Vatican a exprimé son « profond respect » pour le disparu, « homme estimé pour le sérieux de son engagement ». Dimanche 10 juin, dans les 65 églises de la ville de Padoue, les prêtres ont demandé aux fidèles de prier pour le secrétaire général du Parti Communiste. Jusqu'à Almirante, le leader du parti néo-fasciste MSI, qui a tenu à lui rendre hommage.

Il faut bien sûr, dans tous ces éloges, faire la part de l'hypocrisie habituelle des politiciens en de telles circonstances. Mais ils portent aussi témoignage du fait que la classe politique italienne pleure, avec Enrico Berlinguer, un homme qu'elle reconnaissait comme l'un des siens. A juste titre ; car le PCI est un parti profondément intégré à la société bourgeoise, engagé dans la gestion des rouages du capitalisme. Et si cette intégration à la société bourgeoise ne date pas du secrétariat de Berlinguer, commencé en 1972, celui-ci lui a tout de même fait faire d'importants pas dans cette voie, au point qu'à bien des égards il en était devenu le symbole.



L'ascension dans le parti de « type nouveau »

Né en 1922 dans une famille d'ascendance vaguement aristocratique de Sardaigne, Enrico Berlinguer adhéra au PCI en 1943. Il passa cent jours, en 1944, à la prison de Sassari, sous l'inculpation d'« insurrection armée contre l'Etat », un Etat qui avait tout juste cessé d'être sous la férule de Mussolini. Sa carrière politique dans le PCI commence réellement en ce mois d'avril 1944 où il fut libéré et où le gouvernement de Badoglio, qui avait succédé à Mussolini, mettait en place, avec le concours des forces anglo-américaines, les structures politiques de l'après-fascisme. Palmiro Togliatti, le leader du PCI stalinien, retour de son exil en URSS, venait tout juste de débarquer en Italie et d'imprimer au PCI ce qui est resté dans l'histoire comme le « tournant de Salerne ».

Ce « tournant » dissipait toute équivoque possible sur le rôle que voulaient jouer les dirigeants du PCI dans l'après-fascisme. Il n'était pas le moins du monde question de révolution sociale. Le PCI au contraire s'affirmait prêt à collaborer à un gouvernement d'Union nationale, avec « l'adhésion des grands partis de masse », « un gouvernement capable d'organiser un vrai et important effort de guerre de

tout le pays » contre les Allemands. Proclamant que « dans le front national il y a place pour tous ceux qui veulent se battre pour la liberté de l'Italie », le PCI abandonna même le préalable de l'abdication du roi Victor-Emmanuel — le « roi fasciste » qui avait installé Mussolini au pouvoir — et de l'abolition de la monarchie. En ce mois d'avril 1944, le PCI fit son entrée dans le gouvernement Badoglio, apportant sa collaboration à la bourgeoisie italienne pour reconstruire un appareil d'Etat, pour redresser l'économie et surtout pour barrer, par son influence sur les masses populaires, la route à toute possibilité révolutionnaire.

C'est dans ce parti de gouvernement, ce « parti de type nouveau » comme l'appela dès ce moment Togliatti, « à l'activité positive et constructive », que Berlinguer commença une fulgurante carrière. Il devint secrétaire général des Jeunes Communistes puis, dès 1948, membre de la direction du parti. Le PCI avait quitté le gouvernement en 1947. Mais il n'en continua pas moins sur la voie tracée en 1944, devenant un parti largement engagé dans la gestion des municipalités, des syndicats, un parti au fond profondément réformiste malgré son nom de communiste. Berlinguer, à l'école de Togliatti, devint l'un de ces intellectuels, souvent d'extrac-tion bourgeoise, voire grande-bourgeoise, qui présidaient aux destinées du PCI — nuance notable d'avec le

PCF, dont la direction a toujours comporté une majorité d'hommes d'origine ouvrière.

Pendant des années, tout comme le Parti Communiste Français, le PCI resta écarté des combinaisons gouvernementales. Ce n'est que dans les années 1970 que, du fait de ses incessants progrès électoraux et du discrédit croissant des coalitions gouvernementales de centre-gauche, sa direction put envisager à nouveau la possibilité d'une participation gouvernementale. C'est à Berlinguer, élu secrétaire général du parti en mars 1972 en succession de Luigi Longo (qui avait lui-même succédé à Togliatti), qu'il revint de définir une politique permettant au PCI de réintégrer la vie politique gouvernementale.

Du « compromis historique »...

C'est en 1973, à la suite du coup d'Etat chilien, que Berlinguer formula l'idée du « compromis historique ». Pour éviter ce qui s'était passé au Chili, disait-il, il fallait instaurer une collaboration entre les deux grands partis italiens : le PCI et la Démocratie Chrétienne. Débarrassée des justifications fumeuses, cette proposition se réduisait à ceci : le PCI ne prétendait pas revendiquer l'accession au pouvoir concurrentiellement en alternance avec la Démocratie Chrétienne, qui avait dominé jusque-là les gouvernements italiens, jamais la bourgeoisie italienne n'aurait

accepté une telle éventualité, mais en collaboration avec elle. Autrement dit, le PCI limitait ses ambitions à la possibilité de participer à un gouvernement démocrate-chrétien. Au nom du compromis nécessaire, avec les « masses catholiques » que la DC était censée représenter, le PCI s'affirmait prêt à servir à celle-ci d'appoint et de caution, voire de bouée de sauvetage, en contrepartie de quelques strapontins gouvernementaux.

Dans les années 1976 à 1979, le « compromis historique » connut un début de réalisation. Aux élections de juin 1976, le parti de Berlinguer obtint son plus fort score avec 34,4 % des voix. Par des compromis et des petits pas successifs, la Démocratie Chrétienne s'assura la collaboration du PCI, sans toutefois lui accorder les contreparties qu'il réclamait : des portefeuilles de ministres. En 1978, le PCI fut même admis à participer, explicitement, à la majorité parlementaire d'un gouvernement... exclusivement démocrate-chrétien ! En somme, le « compromis historique » se réduisait au fait que les dirigeants démocrates-chrétiens acceptaient... que les députés du PCI votent pour eux !

Pour les militants communistes, pour la classe ouvrière, la chose fut dure à avaler, d'autant que les gouvernements de cette époque, « d'Union nationale », eurent à s'engager dans la défense de l'austérité, voire dans celle de l'ordre public contre les mani-

festations étudiantes et contre les actions violentes des groupes terroristes. Mais, sous la direction de Berlinguer, le PCI tint à se montrer un loyal soutien de ces gouvernements de crise, conscient que c'était là le prix à payer pour démontrer à la bourgeoisie italienne sa loyauté et sa qualité de parti de gouvernement.

... à « l'alternative démocratique »

Le parti de Berlinguer paya cette politique d'une érosion de ses positions électorales. Après l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades Rouges au printemps 1978, lui qui avait été le principal artisan des compromis avec le PCI, la Démocratie Chrétienne se montra de moins en moins disposée à faire des concessions au PCI. Celui-ci dut, en 1979, se replier dans l'opposition. Il s'y maintient depuis. Berlinguer lui-même a reconnu que la formule du « compromis historique » était désormais dépassée. Il lui a substitué celle de « l'alternative démocratique », qui proclame que le PCI devrait avoir un rôle dirigeant, mais qui en réalité ne ferme pas les portes à une collaboration avec la Démocratie Chrétienne, tant ses contours sont volontairement flous. Il s'agit en fait d'une position d'attente, comme Berlinguer l'a dit clairement, en déclarant : « La vie politique italienne traverse une phase de transition. Avant qu'une solution de rechange ne se dessine

la bourgeoisie italienne

vraiment, il convient d'inventer des phases transitoires. Une disponibilité dans la continuité ».

Avec « l'alternative démocratique », le PCI cherche à maintenir ses forces de parti d'opposition, tout en s'affirmant disponible pour assumer des responsabilités gouvernementales au cas où une possibilité se dessinerait dans ce sens. Son principal souci est de ne pas se laisser ravir la place de principal parti de la gauche italienne par son rival, le PSI qui, lui, cherche depuis 1980 à montrer qu'il peut permettre à la bourgeoisie italienne de gouverner sans le secours du PC.

« La déchirure »

Continuant d'obtenir, aujourd'hui, autour de 30 % des voix, le PCI tient la place principale dans la gauche italienne. C'est un parti qui a su conquérir, outre les votes de la

d'Octobre a épuisé sa force propulsive : autrement dit, le PCI n'avait plus de raisons d'avoir des liens privilégiés avec l'URSS. Le PCI proclama qu'il entendait « maintenir des rapports normaux avec tous les Partis Communistes, de la même manière qu'avec toute autre force socialiste, révolutionnaire et progressiste, sans lien privilégié ou particulier avec aucun d'entre eux et sur une base d'autonomie de pensée et d'action politiques, sans lien idéologique ou organisationnel ». Berlinguer cherchait à démontrer spectaculairement que l'accusation d'inféodation à l'URSS adressée à son parti — notamment par le PSI — n'avait plus de raison d'être. Cette « déchirure » entraîna, certes, quelques difficultés au sein du parti. Une tendance pro-soviétique se créa autour d'Armando Cossutta. Mais la motion de Cossutta, au Congrès suivant du parti, ne recueillit que 5 % des voix. Au

préhension des « nécessités », de « l'intérêt national », et finalement son soutien à l'austérité gouvernementale.

La bourgeoisie italienne, au fond, avec Berlinguer, peut bien pleurer l'un des siens. A la tête d'un grand parti effectivement populaire, effectivement lié à la classe ouvrière, il a su mener une politique qui respectait, sauvegardait les intérêts de la bourgeoisie, son pouvoir politique, son appareil d'Etat ; une politique stérilisant l'énergie, les aspirations, l'enthousiasme de dizaines de milliers de militants sincèrement dévoués à leur classe, en les enfermant dans l'impasse des jeux parlementaires et des tactiques électorales. Sous sa direction, le PCI s'est encore un peu plus éloigné des idées révolutionnaires, des idées marxistes qu'il incarnait à ses origines, au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la Révolution russe.

Berlinguer était, comme l'a



classe ouvrière, le soutien et le concours de toute une couche d'intellectuels, de cadres ou techniciens, d'administrateurs, voire de membres de l'appareil d'Etat. Il s'apparente, à bien des égards, à un grand parti social-démocrate, comme ceux de pays comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne. Togliatti, Longo puis Berlinguer se sont attachés à lui retirer, patiemment, pas à pas, tout ce qui pouvait rappeler ses origines communistes, à éviter tout ce qui pouvait faciliter son rejet par la classe politique. Bien avant le PC français et plus que lui, le PC italien s'est attaché à démontrer son « ouverture » à la société italienne, aux « voies nationales vers le socialisme », autrement dit à la gestion de la société capitaliste. Dans son acharnement à occuper la place d'un parti social-démocrate, et notamment à ne pas se laisser ravir ce rôle par le PSI, Berlinguer y a ajouté des gestes démonstratifs vis-à-vis de l'URSS, et notamment ce qui restera dans l'histoire comme « la strapo », la « déchirure ».

En décembre 1981, le quotidien du PCI, l'Unità, proclama que « cette phase de développement du socialisme qui commence avec la Révolution

fond, la « déchirure » fut bien acceptée par le parti ; car tout le passé de celui-ci, tous les « petits pas » de Togliatti, de Longo puis de Berlinguer, finalement, la préparaient.

Les rapports avec la classe ouvrière

Mais l'habileté politique de Berlinguer aura aussi été, durant ces années, de maintenir l'emprise du PCI et son contrôle sur les réactions de la classe ouvrière, au prix parfois de paroles radicales. C'est ainsi qu'on vit Berlinguer menacer d'appeler à « l'occupation » des usines Fiat en septembre 1980, au moment où la direction de l'entreprise décidait de licencier des milliers d'ouvriers. On l'a vu aussi, en ce début d'année 1984, se porter à la tête des protestations ouvrières contre le décret du gouvernement Craxi réduisant les effets de l'échelle mobile des salaires... pour mieux mener cette action dans l'impasse et finalement lui faire jouer un rôle d'appoint aux joutes parlementaires du PCI. Tout en contrôlant ainsi les réactions ouvrières, Berlinguer à la tête du PCI a su montrer sa responsabilité, sa com-

sougné toute la presse, un homme honnête, moral, sérieux et travailleur, ce qui parmi les hommes politiques italiens n'est pas chose courante. Mais cette honnêteté, ce sérieux, étaient au fond au service d'une seule classe : la bourgeoisie. Il a travaillé, sérieusement et patiemment, à faire de cette énorme force que pourrait être, pour la classe ouvrière, un parti comme le Parti Communiste Italien, une force contrôlable, intégrable, utilisable par la bourgeoisie dans le cadre de son système politique et social.

Sans Berlinguer, le Parti Communiste Italien paraît aujourd'hui orphelin. Mais en réalité, il ne manque pas d'hommes, formés dans l'appareil, qui sont capables d'être les continuateurs de cette politique, comme Berlinguer avait été celui de Longo et de Togliatti. Ce sont les dirigeants, les cadres capables de mener la classe ouvrière italienne sur la voie de son émancipation qui font cruellement défaut. Car ils ne pourront naître, se former, s'aguerrir, qu'en dehors de l'appareil réformiste que constitue le PCI, et dans la lutte pour lui ravir son hégémonie sur la classe ouvrière.

André FRYS



COMMUNIQUÉ

Non à l'arbitraire pour les prisonniers politiques italiens !

Dans un communiqué, le « Collectif du 30 juin », formé de réfugiés politiques italiens en France, dénonce les conditions de détention des prisonniers politiques en Italie. « A ce jour, écrit ce Collectif, on peut compter quatre mille prisonniers détenus « pour faits de terrorisme et de subversion ». Le corps des magistrats, de plus en plus soumis au lobby des partis, se fait l'instrument d'une lutte politique ». Le Collectif du 30 juin reprend l'appel lancé en Italie par des parents de détenus des QHS qui dénonce « la destruction psychique et physique de tous les détenus mise en œuvre par le système pénitentiaire et aggravée par l'application de l'article 90, par l'existence de prisons spéciales et des « quartiers de la mort ». (...) L'article 90 dit : « Pour des raisons graves d'ordre et de sécurité, le ministère de la Justice a la

faculté de suspendre (...) toutes les règles concernant le traitement des prisonniers » et les dispositions légales qui entraveraient le maintien de l'ordre. Autrement dit, la police et la justice italiennes ont les mains entièrement libres pour faire ce que bon leur semble des détenus. De plus, alors que l'application de l'article 90 n'est prévue que pour des périodes limitées, son application « a déjà été renouvelée six fois, de janvier 1982 à juin 1984 ».

Les conditions de détention des détenus politiques italiens, telles que les décrivent leurs familles, sont effectivement honteuses et Lutte Ouvrière s'associe naturellement aux protestations qu'elles soulèvent et à la campagne qu'engage le Collectif du 30 juin pour obtenir l'abrogation de l'article 90 et la suppression des QHS italiens.

Argentine

Le gouvernement dit « non » au plan d'austérité du FMI, pour mieux imposer le sien

Mardi 12 juin, une décision du gouvernement argentin faisait la Une des journaux. Alors que l'Argentine est l'un des pays les plus endettés au monde (42 milliards de dollars de dette aux banques occidentales) et qu'elle devrait rembourser d'ici au 1^{er} juillet 1,5 milliard (qu'elle n'a pas) aux banques occidentales et à d'autres pays d'Amérique latine, en pleine négociation avec les experts du FMI (Fonds Monétaire International) le président

argentin disait « non » au projet que ceux-ci venaient d'élaborer.

Le même jour, le gouvernement de Buenos Aires faisait parvenir son propre programme de redressement économique au FMI, jugeant inacceptable celui qui venait d'être mis au point par les experts du FMI et qui, au nom de « l'assainissement » de la situation, préconisait un gel des salaires et une réduction du déficit budgétaire, c'est-à-dire une forte augmentation des prix.

l'austérité passera plus facilement.

La crainte d'une explosion sociale

Car c'est bien de cela qui s'agit. Depuis un peu plus de six mois qu'un gouvernement civil a succédé aux militaires argentins, les grèves ouvrières se multiplient. Rien que ces derniers jours les postiers, les employés du téléphone, les cheminots ont fait grève. Les travailleurs veulent, après des années de dictature militaire, récupérer une partie de leur pouvoir d'achat perdu. Dans une situation où le gouvernement voit se multiplier des grèves, dont certaines échapperaient même à la puissante CGT péroniste, accepter ouvertement le programme du FMI eût risqué de mettre le feu aux poudres, de provoquer une explosion sociale. Il n'est d'ailleurs que de regarder ce qui se passe dans un pays voisin, au Brésil, où, après que le gouvernement a adopté le plan du FMI, on a vu et on voit encore depuis des mois se produire des émeutes de la faim, des manifestations gigantesques dénonçant et le gouvernement et le FMI.

Une « union sacrée » contre les travailleurs

Sans doute instruit par l'exemple de son voisin du nord, le gouvernement argentin a préféré présenter son propre projet et surtout gagner du temps en tentant de réaliser derrière lui une sorte d'« union sacrée », en cherchant à apparaître comme le défenseur intransigeant des intérêts de tout le pays et même des travailleurs contre « l'étranger ». La recette n'est pas bien nouvelle. Surtout en Argentine où un autre gouvernant, il y a plus de trente ans, Juan Peron, avait pu tenter déjà une telle opération, en s'appuyant d'ailleurs sur les appareils syndicaux.

Dans un tout autre contexte économique mondial qu'à l'époque, Alfonsín dispose sans doute d'une marge de manœuvre moins grande que son prédécesseur en bonapartisme,



Bidonville dans les environs de Buenos-Aires.

(AFP)

Peron. Mais force est de constater que, pour l'instant, Alfonsín semble obtenir, lui aussi, l'appui de la bureaucratie syndicale. La direction de la CGT péroniste, la plupart des partis politiques et le gouvernement ont donc conclu, avec la bénédiction de la veuve de Peron, un « pacte d'entente cordiale » qui n'est rien d'autre qu'une façon de présenter à la classe ouvrière une austérité approuvée par l'ensemble des politiciens et bureaucrates syndicaux argentins. Dans ce pacte on peut lire en effet que « la renégociation de la dette extérieure doit se faire (...) sans porter atteinte à la dignité » (de l'Argentine) — ce qui permet justement cette « union sacrée » — mais surtout que « la restitution du pouvoir d'achat (...) doit être compatible

avec la récupération du pouvoir d'épargne et l'accumulation et la modernisation de l'appareil productif ».

En clair, ce pacte invoque « la restitution du pouvoir d'achat » pour plus tard, mais place en tête des priorités le paiement des dettes aux banquiers et la modernisation de l'industrie. Une ritournelle que chantent bien d'autres gouvernements en ce moment — et pas seulement en Amérique latine — pour tenter d'endormir leur classe ouvrière ! Et toute la question, précisément, est de savoir si la classe ouvrière d'Argentine, l'une des plus combattives d'Amérique latine comme on a pu le constater même sous la dictature militaire, acceptera qu'une telle union sacrée se fasse sur son dos.

P. L.

Vieux réflexes

Le 6 juin dernier, selon le journal *Libération* qui rapporte l'information, une unité de l'armée de terre espagnole débarquait à l'aube dans un hameau au pied des Pyrénées. Les soldats sortaient tous les habitants de leurs lits, les regroupaient sur la place du village, mitrailleuse dans le dos. Le maire et un autre habitant étaient séparés du groupe des villageois, un officier leur lisait un jugement les condamnant à mort pour « intelligence avec l'ennemi », un peloton d'exécution se mettait en place tandis que l'officier commandait « En joue, Feu ! » sous les yeux atterrés des habitants. Les fusils étaient chargés à blanc et les soldats étaient en manoeuvre. Ce n'était qu'une « plaisanterie » de militaires... qui en dit long sur la mentalité des officiers espagnols. Des abrutis en retard d'une guerre civile ? Ce n'est pas certain. Peut-être des abrutis en avance d'une autre, ou qui en tout cas s'y préparent !

Le mensuel

LUTTE DE CLASSE

N° 112

de mai 1984

est paru.

Au sommaire :

- Grande-Bretagne: grève des mineurs et corporatisme syndical.
- Italie: attaques patronales et réactions ouvrières.
- La révolution permanente telle que la défend le Secrétariat Unifié.



« Le capitalisme, c'est les frontières, la guerre économique, la crise, le chômage : prolétaires unissons-nous », proclame cette banderole dans une allée entre la « Place de la liberté des peuples » et la « Place Octobre 1917 ».

VIVE LA FÊTE ! VIVE LE RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN A LA LISTE DE LUTTE OUVRIÈRE AUX ELECTIONS EUROPÉENNES!

La 14^e fête de Lutte Ouvrière, qui s'est tenue le week-end de Pentecôte dernier, a été un succès. Et pas seulement parce qu'on a enregistré 30 000 entrées en trois jours et que le soleil avait — enfin ! — décidé de briller.

Bien sûr, la fête, ce sont des centaines de stands, des spectacles nombreux — et pour tous les goûts —, des expositions, des débats et bien d'autres choses encore. Mais la réussite de la fête de Lutte Ouvrière, c'est encore plus que tout cela : pendant trois jours, les amis, les militants, les sympathisants de Lutte Ouvrière et plus généralement de l'extrême-gauche révolutionnaire se regroupent dans une ambiance fraternelle. Pour se détendre, pour échanger des idées et tout simplement pour témoigner de la vitalité

des idées révolutionnaires.

A une semaine du scrutin des élections européennes, ce rassemblement a aussi été l'occasion d'affirmer que l'Europe que nous voulons construire, ce n'est pas celle, étriquée, rétrécie à 10 pays, dont parlent les gouvernements bourgeois — de droite ou de gauche — où le chômage est le lot de ceux qui travaillent et la conséquence de la guerre économique que se livrent les capitalistes pour défendre leurs profits.

Alors, nous nous réjouissons que notre fête, cette année encore, ait réuni dans une même fraternité des travailleurs de toutes origines mais aussi des organisations d'extrême-gauche venues nombreuses, de France, bien sûr, mais également de divers pays d'Europe et d'Afrique, des Etats-Unis, du Moyen-Orient ou des Antilles.



On aura toujours le temps de se débarbouiller plus tard : pour l'instant, place à la « barbouille », pardon : à « l'art »...



Un petit creux ? On s'assoit à une table devant un « relais gastronomique »... à moins que ce ne soit pour se reposer un peu avant de repartir vers d'autres stands ou expositions.



Dimanche après-midi, l'Internationale résonne sur la « Place du Proletariat » après les allocutions d'Alain Krivine et d'Arlette Laguiller, ici côte à côte face à la foule. Alain Krivine était venu apporter le salut fraternel de la Ligue Communiste Révolutionnaire aux participants de notre rassemblement.



Radio-Bellovaque, une radio des environs de Presles, était là pendant toute la fête à retransmettre sur 98,6 mhz des interviews (ici celle de notre camarade Arlette Laguiller), des débats, de la musique.

« Une fois la gauche déc il n'y aura plus les ouvriers »

Extraits de l'allocution
d'Arlette Laguiller,
dimanche 10 juin :

« Alors, oui, c'est maintenant que la gauche est au pouvoir que les travailleurs sont en train de comprendre ce que sont vraiment les hommes politiques de la gauche et les chefs syndicalistes qui les soutiennent. Les travailleurs font depuis trois ans l'expérience d'être vendus par ceux qu'ils considéraient comme leurs propres dirigeants. C'est certainement une expérience amère qui, aujourd'hui

encore, désoriente et démoralise les travailleurs. Mais la bourgeoisie n'aura pas à s'en réjouir longtemps parce qu'une fois les dirigeants de cette gauche gouvernementale déconsidérée, il n'y aura plus personne pour arrêter les ouvriers en colère.

Et la classe ouvrière finira par reprendre l'offensive, inéluctablement, parce que sont les patrons avec leurs exigences croissantes, parce que c'est le gouvernement — avec ses mesures anti-ouvrières faisant sauter successive-ment toutes les protections

Leur Europe et la nôtre

Texte

« Cette année, c'est avec un plaisir particulier que je salue les groupes politiques de différents pays qui sont parmi nous. Notre fête est toujours placée sous le signe de l'internationalisme, mais nous tenons à l'affirmer avec d'autant plus de vigueur que, malgré le prétexte européen des élections à venir, le mot Europe inscrit en grand sur les affiches de tous les grands partis ne leur sert qu'à masquer leur nationalisme indigent et à tenter de donner une coloration un peu plus noble à leurs querelles électorales purement nationales.

Ils n'ont pas fait l'Europe et ils ne la feront pas. Tout ce qu'ils sont capables de faire, c'est l'Europe des restrictions

Mais dans ces élections, aucun des quatre grands partis ne parle évidemment de supprimer les frontières, qui tranchent dans la chair des peuples ni de fondre tout le continent européen, et pas seulement les dix pays du Marché commun, dans une entité unique. D'ailleurs, si tous ces partis voulaient vraiment l'Europe, ils ne feraient pas qu'en parler, parce qu'ensemble ou successivement, ils sont tout le temps au pouvoir et, depuis trente ans qu'ils prétendent construire l'Europe, ils avaient le temps de le faire. Eh bien non, l'Europe est toujours hérissée de frontières nationales, de douanes et de douaniers, chaque Etat continue à frapper sa propre monnaie qui n'a que ceci en commun avec la monnaie du pays voisin qu'elle se déprécie en fonction des manipulations monétaires de chaque Etat, et seuls les capitaux spéculatifs ont l'air de se déplacer d'un pays à l'autre sans entrave. Mais il n'est évidemment pas question de mettre en place un gouvernement européen unique.

Non, ces gens-là ne feront pas l'Europe, ni les politiciens de droite, ni les politiciens de gauche. Ils sont tous au service

de la bourgeoisie, avec des nuances qui ne sont même plus perceptibles maintenant que la gauche est au gouvernement. Et la bourgeoisie ne veut pas supprimer les frontières nationales, elle ne veut pas supprimer l'Etat national, avec lequel chaque bourgeoisie entretient des rapports privilégiés parce que les Dassault, les Schneider, les Empain n'auraient pas réalisé leurs fortunes colossales sans les commandes de leur Etat national — car il s'agit bien de leur argent où il leur appartient — sans les commandes des services publics, sans les commandes de l'armée.

Leur propre économie pourtant en crève, de ces frontières nationales parce que la production est internationalisée depuis bien longtemps, la division du travail aussi et les avions supersoniques comme les informations transmises à l'instant même par satellite d'un bout à l'autre de la planète soulignent à quel point l'étroitesse des cadres nationaux est au vingtième siècle un monstrueux anachronisme.

Mais ils n'ont pas fait l'Europe, et ils ne la feront pas. Tout ce qu'ils sont capables de faire, c'est l'Europe des restrictions : c'est de réduire d'un commun accord la production de l'acier pour tenter de sauvegarder les profits de la sidérurgie par une politique malthusienne ; c'est en produisant moins, de faire le même profit en diminuant et le nombre d'ouvriers et les salaires réels. Tout ce qu'ils sont capables de faire, c'est de contraindre les paysans à produire moins pour maintenir les prix et permettre aux trusts agro-alimentaires de maintenir les taux de profit. Alors, faire abattre des vaches ou faire arracher des arbres fruitiers, dans un monde où des dizaines de millions d'hommes meurent encore de faim, cela ne les gêne pas. Mais ce n'est tout de même pas construire ni l'Europe, ni quoi que ce soit.

Tous d'accord pour dépouiller leurs victimes

Leur Europe, c'est une juxtaposition de patries et de nationalismes concurrents. Et même lorsqu'elle est un peu unie, elle l'est contre les autres

pays, hors du petit Marché commun. Lorsqu'ils parviennent à abaisser un peu les douanes à l'intérieur du Marché commun, c'est pour les rendre plus étanches à ses frontières extérieures. Et même lorsqu'ils parlent de la nécessité de construire l'Europe, ils expliquent que c'est pour défendre leur économie, leur civilisation, leur culture contre d'autres économies, d'autres civilisations, d'autres cultures.

Contre les Etats-Unis bien sûr, sa puissance et sa concurrence, mais là les bourgeoisies européennes ne font pas le poids, et les rares fois où leurs représentants politiques parviennent à s'entendre, c'est pour geindre contre les taux d'intérêt américains trop élevés qui attirent trop les capitaux de leurs propres capitalistes. Mais, évidemment, aucun n'envisage de prendre des mesures contre ses propres capitalistes, pour les empêcher qu'ils transfèrent leurs capitaux en Amérique, pas plus les gouvernements de gauche que les gouvernements de droite.

Là où l'Europe des capitalistes est sinon unie, du moins complice, c'est contre les pays du Tiers Monde, pour se protéger mieux contre les quelques biens de consommation industriels que commencent à produire, un peu, certains pays du Tiers Monde et qui leur font concurrence. Là où ils savent être complices entre eux et avec les Etats-Unis, c'est pour imposer aux pays sous-développés le paiement des intérêts usuriers aux banquiers d'Occident ou encore pour brandir les armes au Liban, en Amérique latine, au Tchad, afin de montrer aux peuples des pays du Tiers Monde qu'ils sont tous d'accord au moins pour dépouiller leurs victimes, même s'ils s'entre-déchirent ensuite pour partager le butin.

« La seule Europe unifiée dont sont capables les capitalistes et leurs politiciens, c'est celle des cimetières »

Et enfin, ils sont tous complices entre eux derrière les Etats-

iche gouvernementale onsidérée, personne pour arrêter ers en colère »

sociales légales — qui ne laisseront aux travailleurs aucun autre choix que la lutte, la lutte dure, violente, extra-légale et généralisée. (...)

Ceux qui voteront pour notre liste montreront sans équivoque que le mécontentement, que la colère qui est la leur, viennent de la gauche, viennent des rangs de la classe ouvrière ; et que ce gouvernement, si sensible devant toute manifestation de la réaction doit prendre garde et se méfier des changements que sa politique est en train de pro-

duire dans la conscience de la classe ouvrière.

Ces élections, pas plus qu'aucune autre, ne changeront rien au sort de la classe ouvrière. Mais puisqu'elles existent, il ne faut pas que les travailleurs restent muets. Ne serait-ce que pour leur dire, aux uns et aux autres, qu'ils ne pourront pas préparer paisiblement de nouvelles échéances électorales : 1986, 1988, que sais-je ? et qu'ils ne pourront pas repasser tranquillement, cette fois de la gauche à la droite, le relais de la politique anti-ouvrière. (...)

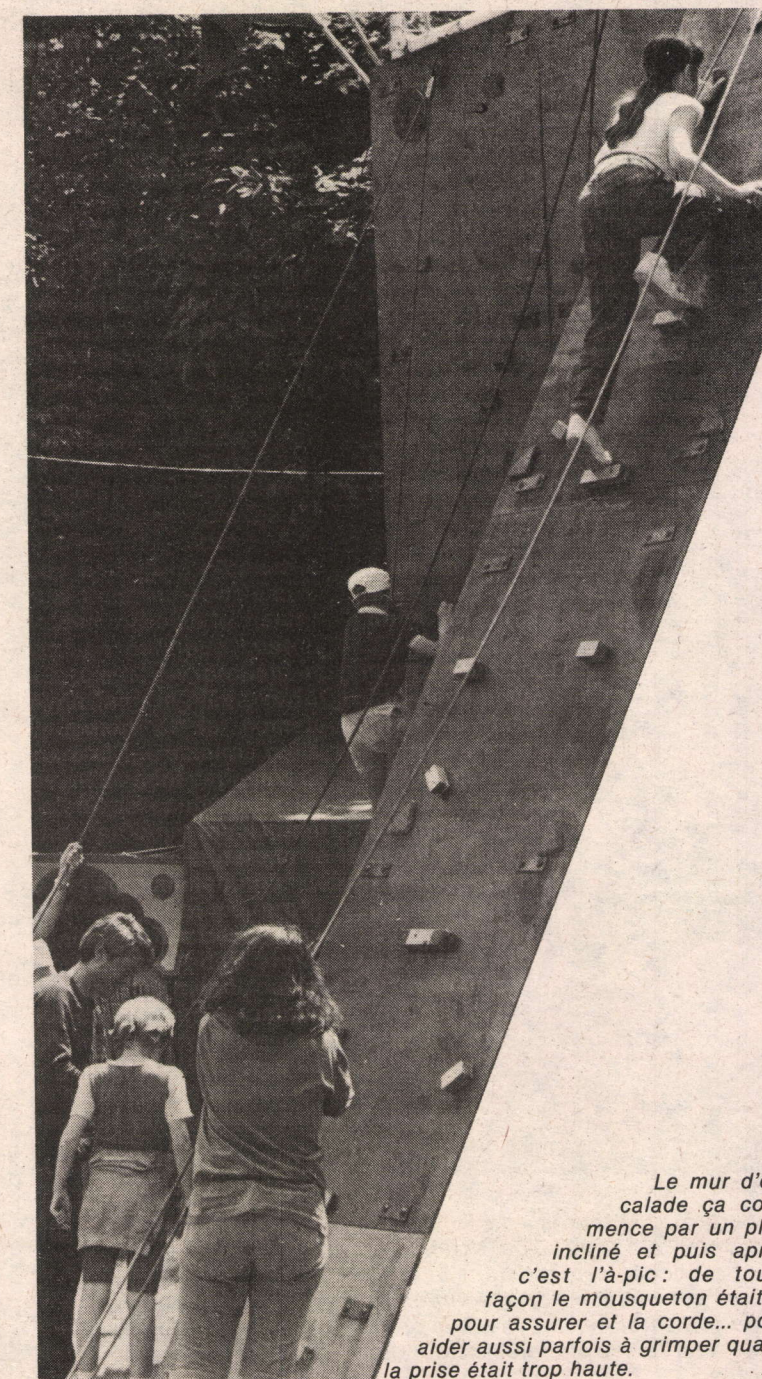
Le 17 juin, votez et faites voter pour la liste Lutte Ouvrière. Mais, une fois les panneaux électoraux rangés, contribuez à faire en sorte que, dans vos ateliers, vos bureaux, sur vos chantiers, la colère ouvrière se manifeste autrement que par les urnes ; par les moyens qui rendent la classe ouvrière forte, par les moyens qui la feront craindre, par les moyens qui feront céder ceux qui nous oppriment, les capitalistes, les banquiers et le gouvernement qui les sert, par la lutte de tous les travailleurs. »



Echec au roi... en attendant de pouvoir mettre échec et mat les « rois de la mine et du rail ».



D'accord ? Pas d'accord ? On le saura quand le micro sera parvenu à son prochain destinataire lors de ce débat parmi les dizaines d'autres qui ont eu lieu pendant trois jours.



Le mur d'escalade ça commence par un plan incliné et puis après c'est l'à-pic : de toute façon le mousqueton était là pour assurer et la corde... pour aider aussi parfois à grimper quand la prise était trop haute.

de l'allocution d'Arlette Laguiller, lundi 11 juin:

Unis, de gré ou de force, pour préparer à l'ombre des Pershing pointés sur l'Union Soviétique la future guerre mondiale, c'est-à-dire l'Europe unifiée dans les cimetières.

Alors, si les politiciens de tous bords parlent de l'Europe, ils entendent tous par là cette Europe des patries, cette Europe des oppositions nationales, que tous défendent, même si seul un Le Pen s'en revendique ouvertement.

Oui, si les uns sont ouvertement chauvins et les autres doucereusement nationalistes, ils défendent tous ce qu'ils appellent l'intérêt national, c'est-à-dire l'intérêt du grand capital ! Le parti qui se dit encore communiste fait comme les autres, et parfois plus encore que les autres, comme s'il avait à faire pardonner auprès des réactionnaires son nom et ses origines ; comme s'il voulait faire oublier que, dans le mouvement ouvrier, lorsqu'il était digne de ce nom, être communiste était synonyme d'être internationaliste.

Alors, ce n'est pas pour rien si, dans cette campagne européenne comme en dehors, les révolutionnaires sont les seuls à affirmer clairement que les travailleurs de France, qui sont déjà de toutes nationalités et toutes origines, sont les frères des travailleurs d'Allemagne ou d'Italie, d'Angleterre ou du Portugal, de Pologne ou de Grèce. Comme ils sont les frères de tous les travailleurs qui, partout dans le monde, s'échinent, travaillent et produisent pour que d'autres — ceux qui les exploitent — gaspillent ou détruisent toutes les richesses produites par le travail humain. Oui, le chauvinisme et le racisme sont des poisons mortels pour la classe ouvrière. Oui, les seuls étrangers à l'humanité, ce sont les parasites qui vivent de l'exploitation, ce sont les banquiers et les industriels.

L'Europe ne sera unie que par les travailleurs

Alors, notre Europe à nous, c'est l'Europe des travailleurs, c'est l'Europe des exploités, de part et d'autre de ce qu'ils appellent les frontières et même celle qui mérite malheureusement le nom de rideau de

fer. De ces travailleurs qui partout doivent se battre pour défendre leur existence, en Angleterre comme en Italie, en Pologne comme en Allemagne, en Belgique comme en France.

Aujourd'hui, la classe ouvrière en est partout à se défendre contre les bureaucraties des pays de l'Est comme contre les bourgeoisies des pays occidentaux, gouvernements de gauche ou de droite confondus.

Mais, nous les révolutionnaires, nous sommes les seuls à affirmer que cette classe exploitée, opprimée, réduite aujourd'hui à la défensive est aussi la seule capable de faire progresser véritablement la société. Elle est la seule classe sociale qui, non seulement n'a aucun intérêt au maintien des frontières nationales, des Etats nationaux, mais aussi la seule classe sociale qui a la force et la capacité d'abolir à jamais les Etats nationaux, leur cloisonnement et tout le fatras nationaliste qui va avec. Alors, tous ceux qui aspirent à un monde sans frontière où les peuples vivent librement, fraternellement, échangeant leurs idées comme le fruit de leur labeur, sans entraves, sans barrière artificielle, ne peuvent le faire avec conséquence qu'en se rangeant dans le camp du prolétariat, dans le camp de la révolution.

Oui, l'Europe ne sera unie que par les travailleurs. Et cette Europe-là ne sera pas une machine de guerre contre d'autres pays industriels, Etats-Unis ou Japon ; elle ne cherchera pas à diminuer le chômage chez soi en essayant de l'accroître chez l'autre.

Ce ne sera pas non plus une machine de guerre contre les pays sous-développés. Les Etats-Unis Socialistes d'Europe chercheraient, au contraire, à réduire et à supprimer l'opposition entre pays industriels et pays sous-développés. Les capitaux accumulés en Europe comme les industries puissantes qui se concentrent sur son sol n'appartiennent pas aux seuls travailleurs d'Europe : les travailleurs du monde entier ont contribué, presque toujours de force, à accumuler la majorité des richesses et des capacités de production dans les pays industrialisés, en particulier

ceux d'Europe. Eh bien, si l'économie n'était plus destinée à produire du profit, mais des biens nécessaires à la vie des hommes, l'Europe industrielle et les pays non-industrialisés pourraient enfin collaborer sur une base égalitaire, sur la base de l'association dans l'intérêt de tous, et non pas sur la base de l'échange inégal, ce vol qualifié qu'est aujourd'hui le commerce international pour les pays sous-développés.

Et puis, une Europe des travailleurs, une Europe qui offrirait un autre visage d'elle-même que celui de la crise, du chômage, des cliquetis d'armes, que celui de la dureté d'une Thatcher ou de l'hypocrisie d'un Mitterrand, exercerait une formidable pression sur l'Union Soviétique. La bureaucratie aurait infiniment plus de mal à justifier sa dictature si elle ne pouvait plus invoquer la menace réelle du monde capitaliste ; et la classe ouvrière de l'Est serait encouragée à se battre et assurée de vaincre si elle pouvait compter sur la classe ouvrière d'Europe occidentale.

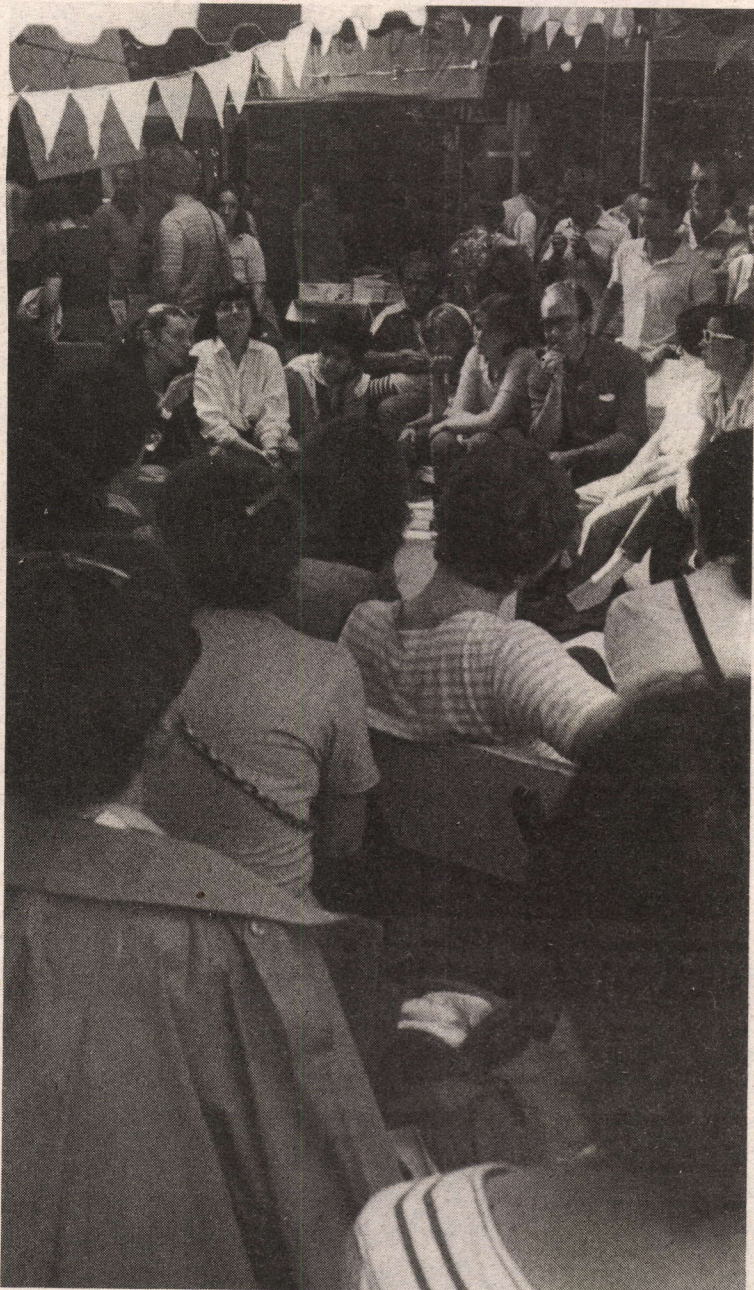
Evidemment, tout cela ne se réalisera pas par l'élection du 17 juin ; cela ne se réalisera que par la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, et par sa victoire au moins à l'échelle d'une partie du continent.

Dans cette élection, tous les partis appellent les électeurs à approuver leur politique intérieure, et c'est en fonction de la politique intérieure que la grande majorité des électeurs eux-mêmes se détermineront.

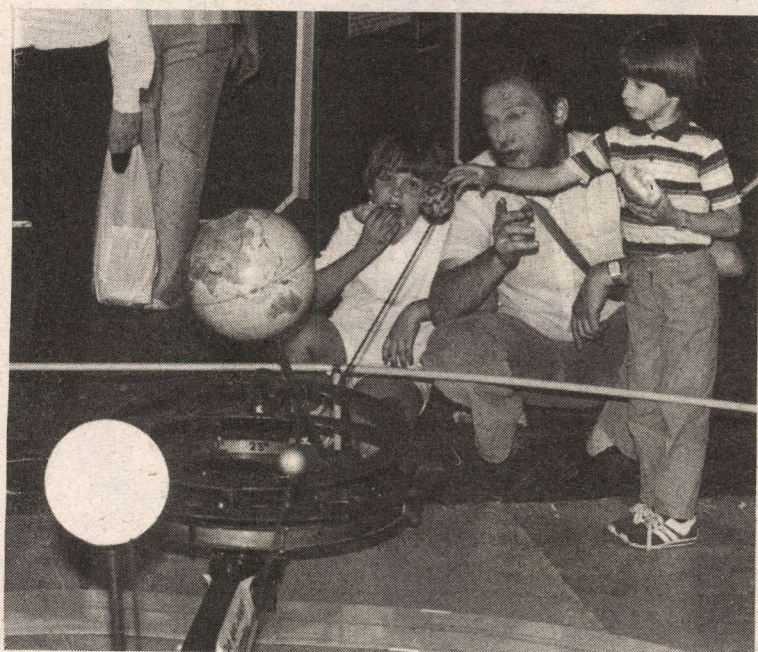
Alors, à défaut de pouvoir faire quoi que ce soit pour l'Europe dans cette élection, eh bien, profitons-en pour dire ce que nous pensons de ce gouvernement qui se prétend à gauche mais qui mène une politique de droite ; profitons-en pour dire que nous ne voulons pas plus d'un gouvernement qui roule à gauche que d'un gouvernement qui roule à droite, du moment que de toute façon il roule pour la bourgeoisie ; profitons-en pour dire qu'une fraction au moins de la classe ouvrière ne marche plus dans la duperie des élections qui ne changent jamais rien et pense que, seules, les luttes changeront le sort des travailleurs. »



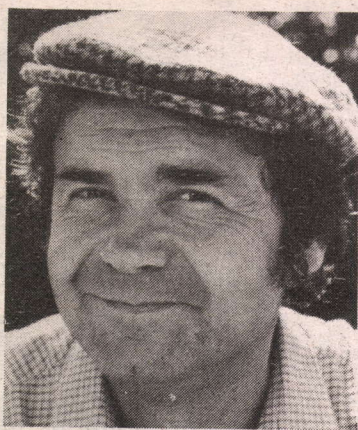
A Jazz-City : suivez le « bœuf » !



Au Forum du Livre durant un débat. Mais pendant toute la journée on pouvait aussi feuilleter des volumes regroupés par thèmes et surtout en discuter avec des camarades qui, les ayant appréciés, avaient à cœur de les présenter.



« Et pourtant, elle tourne » disait Galilée, et l'on pouvait aisément le constater à l'exposition scientifique sur le Soleil. Ici, une maquette animée représentant le mouvement de rotation de la Terre sur elle-même et sa révolution autour du Soleil, accompagnée de son satellite, la Lune. Les proportions entre les temps de rotation relatifs des planètes autour du Soleil se trouvaient même respectées.



ILS ETAIENT PARMI NOUS :

Les groupes :

GRANIT
EXPRESSION 2000
PATO
HIZARD
TOUBY-ORNOTE
ITHRI AMELAL
BIG BAND JAZZ ACTION
NANTERRE
DER KAISER
BROGUE
ZA
NAJIB-KAMAL
COUNTRY POSTAL
KARUMENTA
ARLEQUIN
CREVE-COEUR
BLOC-NOTES
FREE DANCE SONG
PRIX NOBEL
OUTSIDER
SABLES MOUVANTS
PATRICIA QUINTET
COCKTAIL FANTAISIE
EXODE
SWEET AND SOUR

ainsi que :

J.-Bernard ALLARDI
Emmanuel ANDERTAL
LAVELLE
Zachary RICHARD
Laurent FONTAINE
Guy DEMAISONCEL
Yves DELABESSE
Ginette MARTY
Geneviève CLANCY
Philippe TANCELIN
Saïd EL MAGHREBI
Jacques THIREE
Martine SARRI
Michel BUHLER
Pierre PERRET
JUILLET' + ONYX
Christophe FONTAINE
Frack PECQUET
Michel PORCEDDU
Amédée BRICOLO
Annie et Didier DEGRE-MONT
Eve GRILIQUEZ
J.-Claude GOMBAULT et son orchestre
J.-Yves CHETAIL
KERGRIST
Hugues AUFRAY
Jacqueline CHARTON
Vincent et Florence
Yves LE REST
Rémy SOURDEVAL
Patrick DRAY
Pierre LAGUERRE
Didier MOURET
Claude LOUIS
Jean-Paul MILLIER
Alain GIROUX
Ronald ALPHONSE
Jean-Claude « Harm »
Bobby FEW

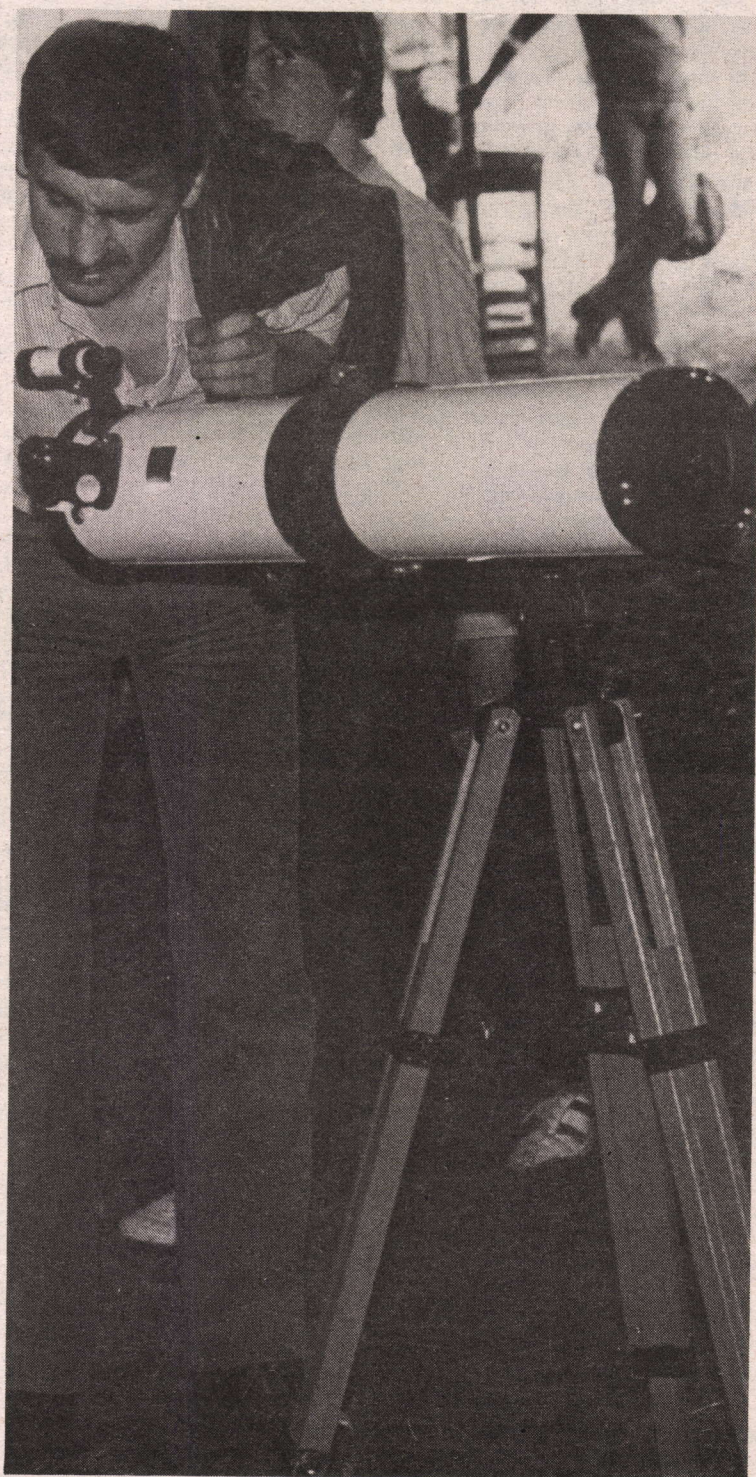
et les troupes de théâtre :

Le Théâtre de l'Escalier
Théâtre à Bâti
Chezod

Qu'ils se soient produits sur scène, au Théâtre de Verdure, à la guinguette ou dans les allées, nous remercions tous les artistes — en espérant n'avoir oublié personne — qui ont contribué par leurs spectacles à animer trois jours d'un programme artistique varié et de qualité.



Pierre Perret, dimanche, sur le grand podium. La pelouse était comble pour applaudir cet « affreux Jojo », pardon Pierrot, de la chanson, qui sait aussi bien faire rire avec ses *Colo-nies de vacances* qu'émouvoir et révolter avec *Lily*.



La nuit venue, ce n'était plus en maquette, mais « en vrai » que l'on put observer les anneaux de Saturne.

Le coup du téléphone

Cela fait une bonne décennie que les gouvernants successifs nous en mettaient plein les écouteurs : l'industrie du téléphone français constituait un secteur de pointe, dont les produits devaient s'arracher à l'exportation...

Pourtant, réunis à l'occasion de leur conférence annuelle de bilan autour du ministre des PTT, les professionnels de la téléphonie ont bien dû constater qu'il y avait de la friture sur la ligne et que, question commandes à l'exportation, il y avait beaucoup d'abonnés absents. En effet, alors que les exportations ont fortement progressé cette année (de 44 %), résultat des commandes enregistrées les années précédentes, en particulier du gros contrat signé avec l'Inde en 1982, les commandes prises en 1983 pour les années à venir sont en baisse. Il est

vrai qu'entre-temps les grands de la télécommunication mondiale, les vrais grands, ITT, ATT ou Ericsson, ont raflé tous ces marchés et que, face à eux, les principaux groupes français, CIT-Alcatel et Thomson-Téléphonie, qu'on avait pourtant présentés comme capables d'aller jouer dans la cour des grands, ne font pas le poids. Leurs exportations vers les USA ne représentent que 4 % de leur chiffre d'affaires, celles vers les pays développés le quart et, en fait, l'essentiel de leurs ventes à l'étranger se fait en direction des pays sous-développés. L'Irak à lui seul a pris 19 % des commandes de la téléphonie française. A croire qu'Hernu offre des paquets-cadeaux : pour 10 Mirage, 5 Exocet, un central téléphonique en prime !

Cela dit, Mexandeau, le ministre des PTT, a été

clair... à l'adresse des travailleurs : si la téléphonie ne trouve pas de marchés à l'exportation — et ça n'a pas l'air bien parti ! — « ils se trouveront confrontés à des problèmes d'emploi ». Ainsi, pendant des années, les patrons et les ministres successifs des PTT ont expliqué aux travailleurs de la téléphonie qu'ils devaient accepter les licenciements (la CGCT par exemple a perdu la moitié de ses emplois) pour que cette branche industrielle se modernise et conquière des marchés à l'exportation. Aujourd'hui, l'exportation se révélant être une erreur, il est question de nouveaux licenciements ! Bref, les ministres passent, les numéros changent, mais c'est toujours le même disque qui répond... jusqu'à ce que les travailleurs raccrochent un peu brutalement ?

M. R.

Attentat chez Pierre Péan

Le journaliste du Canard enchaîné Pierre Péan, qui présentait ses livres à notre fête, le samedi 9 juin, avait été victime d'un attentat, le matin même.

Sa maison a été endommagée par une charge explosive. Heureusement, Pierre Péan n'a pas été blessé, ayant eu assez de réflexes pour battre en retraite, en reniflant l'odeur de la mèche.

Il faut croire que ses récents travaux sur les relations particulières entretenues par l'Etat français avec le dictateur du Gabon, Bongo (Affaires africaines) ou ceux, plus récents encore, sur l'affaire des avions renifleurs, ne sont pas du goût de tous ses adversaires.

Auparavant, on avait déjà essayé de le cambrioler, sans plus de succès d'ailleurs, pour lui dérober ses archives.

Qui agit ainsi contre le journaliste Pierre Péan ? On peut faire des suppositions nombreuses.

Toujours est-il que ces méthodes... explosives ne donnent que plus de poids encore à sa dénonciation sur ce qui se passe dans les coulisses de l'Etat français.



Le téléphone français... bon pour la foire à la ferraille ? (AFP)

BSN se porte bien

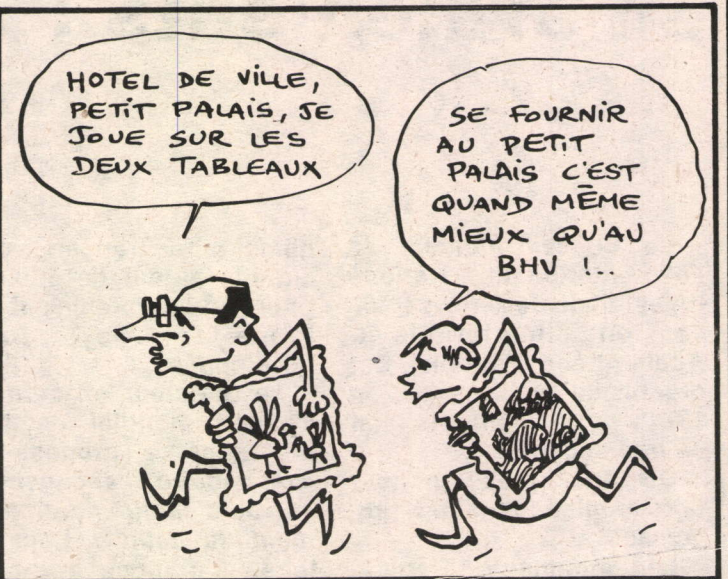
Antoine Riboud, le P-D.G. du groupe BSN, qui se targuait d'être un patron de gauche, vient de montrer ce que, concrètement, il faut entendre par là. Les bénéfices du groupe qu'il dirige ont augmenté de 29 % et les actionnaires sont contents.

Quant au personnel, il a eu droit, lui, à une diminution d'effectifs de 4,6 %. Il est vrai qu'il a obtenu en

compensation, selon son P-D.G., « un projet social concret, incluant l'expression du personnel » — du moins ce qu'il en reste, oublie-t-il de préciser !

Toujours est-il qu'il existe chez BSN une juste répartition des choses : le « concret », les dividendes, pour les actionnaires ; et les parolottes, « l'expression » et les suppressions d'emplois, pour le personnel.

Décrochez-moi ça !



Bernadette Chirac est l'épouse du maire de Paris, et sa tâche de maîtresse de maison est d'importance. Elle et son mari logent dans le plus grand appartement de fonction de toute la République française, sis au cœur de l'Hôtel de Ville, d'une superficie de... mille mètres carrés.

Pour décorer ses murs, elle est donc partie en quête de tableaux. En compagnie de son décorateur favori, un dénommé Cacoub, spécialisé dans la construction de palais pour chefs d'Etat africains, elle a fait quelques recherches dans les réserves du musée du Petit-Palais. Après avoir négligé deux œuvres de Bonnard qui s'y trouvaient remises,

elle a préféré deux toiles suspendues aux murs des salles d'exposition du musée lui-même !

Le conservateur du musée en a été réduit à expliquer, par voie d'affiches, aux visiteurs, que les deux emplacements étaient vides « pour raisons techniques ».

Tout cela est, paraît-il, tout à fait normal, car le musée du Petit-Palais est légalement la propriété de l'Hôtel de Ville. Avouez que c'est tout de même plus pratique que de recevoir des diamants d'un « parent » africain, et cela fait moins de cancans...

Dernier détail : l'un des tableaux, celui du peintre hollandais Handecoeter, représente un paon avec sa paonne...

Chômage

Ite, missa est ?

Le « problème de l'emploi et les moyens de la lutte contre le chômage » ont figuré à l'ordre du jour du Conseil des ministres du 13 juin...

Les ministres ont découvert que, si le chômage augmentait, c'est parce que le nombre des licenciements se maintient à un niveau élevé tandis que le nombre d'offres d'emplois diminue. Belle découverte, en vérité !

Quant aux solutions, les ministres n'en ont pas trouvée. La seule idée qu'ils aient eue — et la seule résolution qu'ils aient prise — est de continuer de faire ce qu'ils ont fait jusqu'ici : proposer des stages de formation aux jeunes qui sortent de leur formation scolaire, des stages de qualification à ceux qui sortent de stages de formation, et des stages d'insertion à ceux qui viennent de se qualifier. Par ailleurs, le Conseil des ministres a décidé « d'accé-

lérer l'application des mesures décidées entre octobre 1983 et le 29 mars 1984 ». Accélérer ? Tiens donc, des ministres aussi attachés à la lutte contre le chômage peuvent-ils aller plus vite qu'ils ne le font ?

Pour le reste, les ministres se sont bornés à constater qu'il « n'existe pas de solution miracle au problème de l'emploi ». On veut bien les croire parce que, si miracle il avait dû y avoir, avec le nombre d'incantations et de grand-messes ministérielles qu'ils consacrent à la question, il aurait déjà eu lieu. Pourtant, Mauroy et Mitterrand sont au pouvoir, paraît-il. Ils pourraient interdire les licenciements, contraindre les patrons à investir, sous peine d'expropriation. Mais cela, ce serait demander au gouvernement de défendre les travailleurs contre les patrons et, comme chacun sait, « il ne faut pas croire au miracle » !

Un milliard de dollars en cinq ans contre la faim, contre un milliard par jour en armements !

Le Conseil mondial de l'alimentation des Nations Unies vient de tenir sa 10^e session ministérielle à Addis Abéba (Ethiopie). Cet organisme avait été créé en 1974 « pour éliminer la faim en une décennie ».

Dix ans après, on peut faire le bilan : la faim a progressé.

Les documents préparatoires à cette conférence mettent eux-mêmes en évidence le développement de l'agriculture de vente au détriment de l'agriculture de subsistance, en particulier en Afrique et surtout en Amérique latine. De plus en plus de terres sont consacrées à des cultures destinées à la vente et à l'exportation, qui ne nourrissent donc pas les populations locales.

Pour se procurer des ressources, les Etats des pays sous-développés consacrent une part croissante des terres à des cultures d'exportation, tout en consacrant une part plus importante de leurs ressources à des importations alimentaires, car finalement ce sont les pays développés qui sont les plus gros producteurs et exportateurs de céréales.

Quant aux exportations agricoles des pays sous-développés, elles sont de plus en plus concurrencées par les produits agro-alimentaires des pays développés. Quand on parle donc des succès à l'exportation du secteur agro-

alimentaire français, cela signifie autant de défaites pour l'agriculture de subsistance des pays sous-développés.

Le directeur exécutif du Conseil mondial de l'alimentation a proposé de « reconduire l'engagement en vue d'éliminer définitivement la faim ». Pour ce faire, il propose aux pays

riches de consacrer un budget de 1 milliard de dollars sur cinq ans. On peut mesurer la générosité de cet engagement en comparant ce milliard de dollars sur 5 ans au milliard de dollars récupéré chaque jour par l'ensemble des mêmes pays affameurs en ventes d'armements aux pays affamés !

C.C.

La faim rapporte

Si vous organisez un banquet de charité, avec bal costumé à l'issue, réunissez d'abord quelques altesses royales. Marie-Hélène de Bourbon d'Espagne et son mari, Yves, c'est très chic.

Vous ne manquerez pas de faire imprimer des cartons d'invitation avec la mention : « Leurs altesses royales... ». C'est bon genre.

Faites-les arriver en carrosse et saupoudrez le tout de quelques ambassadeurs.

Si vous voulez élargir un peu le nombre des participants, ne sombrez pas dans la facilité. Faites verser une participation de 500 francs. C'est un minimum.

Si l'on vous demande qui est là ce soir, dites : « Toute la noblesse de France ».

Si vous avez fait venir un orchestre tyrolien à l'apéro, vous aurez peut-être du mal à servir un en-cas aux musiciens, si un de vos partenai-

res organisateurs s'est enfui le matin même avec 430.000 F puisés sur la recette...

Mais gardez votre dignité si un vrai Bourbon-Parme, flanqué de deux huissiers, fait irruption dans le gala pour vérifier l'authenticité des autres Bourbons.

Ce banquet a bel et bien eu lieu, ce 24 mai, organisé par Suzanne Mai, pour le compte du Club des donateurs de France et l'Association mondiale pour l'enfance et la paix (AMEP). Selon le *Canard enchaîné*, il a même été l'objet d'un contrôle fiscal car, si officiellement les fonds collectés devaient soulager les affamés de la planète, 80 à 90 % des dons reçus à ce gala de charité, au nom des frais d'organisation, devaient aller dans les poches de l'AMEP, pratiquant couramment ce type de charité.

Qui dit qu'on ne fait rien pour le Tiers Monde ?

L'art de mécontenter tout le monde

Le gouvernement vient une fois encore de se tendre à lui-même un des pièges dont il a le secret. Pris d'un vertueux souci de « transparence », il avait demandé à un Conseiller à la Cour des Comptes un rapport sur les primes des fonctionnaires. Ce rapport vient de lui être remis et... il confirme ce que tout le monde savait déjà : le système de répartition des primes dans la fonction publique est parfaitement inique. Alors que certains hauts fonctionnaires touchent plusieurs milliers de francs mensuellement, d'autres fonctionnaires ne touchent quasiment rien. Le rapport Blanchard souligne que, si le rapport entre le salaire le plus haut et le plus bas est de 1 à 7 au ministère des Finances, celui des primes est de 1 à 14 — et on a toutes les raisons de penser que ce ne sont pas les plus bas salaires qui reçoivent les primes les plus élevées.

D'autre part, toujours selon ce rapport dont *Le Canard Enchaîné* du 13 juin rend compte, ce sont paradoxalement dans les corps de l'Etat où l'on travaille le moins que l'on touche le plus de pri-

mes. C'est ainsi que les policiers (qui, à Paris, font de trente à trente-deux heures de service) et les militaires sont parmi les plus gratifiés.... Décidément, l'uniforme a un charme... un peu vénal.

Enfin le rapport Blanchard dénonce les inégalités entre administrations. C'est ainsi que les fonctionnaires des Finances perçoivent beaucoup plus que ceux de l'Education nationale, par exemple.

Charité bien ordonnée... surtout quand on tient les cordons de la bourse.

Il n'y a rien là de bien nouveau, si ce n'est que, pour la première fois, l'ensemble des données sur cette question se trouve rassemblé dans un rapport que tous les fonctionnaires qui ne touchent pas ou peu de primes voudraient voir publié, tandis que ceux qui en touchent davantage réclament qu'il soit étouffé. Résultat : Mauroy tient le rapport sous le coude, le lit, l'étudie, le compulse... en attendant que les élections européennes soient passées. Ce sera toujours ça de gagné. Après ? Après, on verra.

Le Comité de coordination des étudiants iraniens de la Cité internationale nous a adressé un communiqué pour protester contre l'interdiction qui leur est faite de tenir des réunions à la Cité universitaire. Lutte Ouvrière, bien entendu, se joint à cette protestation.

« Chaque samedi, à une heure précise, la Cité universitaire internationale de Paris se transformait en une véritable tribune libre, où par tradition les étudiants iraniens progressistes et épris de liberté venaient dénoncer la dictature impériale du chah, puis la dictature moyenâgeuse de Khomeiny. Ces rassemblements, qui se déroulaient dans le calme et auxquels participaient un grand nombre de sympathisants des

organisations révolutionnaires et progressistes iraniennes et étrangères, avaient pour objectif de mener des débats et de trouver un mot d'ordre commun, dirigé contre le régime au pouvoir en Iran.

Tout au long de cette période, ce lieu a été à plusieurs reprises le théâtre de l'agression des agents du régime actuel d'Iran et des monarchistes. (...)

Il y a plus de deux mois, les autorités responsables de la Cité universitaire de Paris ont demandé que

cette réunion hebdomadaire soit supprimée. Lors de négociations entre nos représentants et les autorités responsables, (...) nous avons eu l'autorisation de poursuivre notre réunion hebdomadaire. Deux semaines plus tard, bien qu'elles nous eussent accordé ce droit démocratique à la liberté d'expression, les autorités responsables de la Cité universitaire nous ont priés à nouveau de quitter les lieux. Cette fois-ci, elles ont exposé comme motif celui de « la menace d'un

groupe de terroristes inconnus, qui soutiennent le régime au pouvoir en Iran ».

Simultanément, un certain nombre de partisans de Bakhtiar et de partisans de l'ancien régime monarchiste d'Iran (tortionnaires et agents de la SAVAK), armés de poignards, chaînes, nunchakus, gaz lacrymogènes, etc., ont organisé une agression contre notre assemblée d'étudiants.

Etant donné la perpétuation de tels événements, sur demande du responsable de la Cité, les CRS sont interve-

nus et, finalement, le résultat en est que les portes de la Cité internationale de Paris (...) nous sont fermées.

Nous, étudiants iraniens progressistes et épris de liberté, opposés au régime du chah et au régime actuel en Iran (...) condamnons la suppression de ce droit démocratique et revendiquons encore une fois son respect (...), demandons à toutes les forces progressistes qui croient en la démocratie de se soulever pour la défense de celle-ci, en nous soutenant, en collaborant et en coopérant avec nous — par n'importe quel moyen, même en adressant une lettre de protestation au responsable de la Cité — afin de contribuer à la reconquête de nos droits dont on nous a privés. »

Le Comité de coordination des étudiants militant à la Cité internationale

COMMUNIQUÉ :

Les étudiants iraniens de l'opposition seraient-ils interdits de Cité universitaire ?

La campagne électorale est aujourd'hui presque terminée. Mais pour que les travailleurs révolutionnaires puissent être présents dans cette campagne et faire entendre leur voix, cela a non seulement demandé un effort militant de tous nos camarades et amis, mais aussi a nécessité d'engager des frais financiers considérables pour une petite organisation comme la nôtre. Nous ne pouvons les couvrir que grâce à la contribution financière de tous ceux qui partagent notre point de vue, ou même qui sans le partager entièrement voulaient que notre camarade Arlette Laguiller puisse s'exprimer dans cette campagne et y dire franchement ce que beaucoup de travailleurs pensent aujourd'hui.

C'est pour nous aider donc à couvrir ces frais que nous continuons à faire appel à tous nos amis et sympathisants qui ne l'ont pas encore fait. Ils peuvent continuer à verser sur les listes de souscriptions que font circuler les militants de *Lutte Ouvrière* (et même en faire circuler eux-même autour d'eux, dans leurs ateliers, leurs bureaux, leur quartier), ou envoyer directement leur contribution à M. Rodinson, compte chèque postal 6851-10 R Paris.

Nous continuons ci-dessous la publication des listes de souscriptions déjà reçues. La somme récoltée à ce jour est de 585 884 F.

Liste n° 6

COMPTEURS SCHLUMBERGER (Montrouge - Hauts-de-Seine)

Degorge, 100. M. Lavagne, 100. Lavagne, 100. Bargues, 40. Callu, 50. Ben Kara, 20. Gatinaut, 20. Marcel, 20. Barielle, 20. Deville, 30. Dancygier, 20. Froidure, 20. Mirre, 30. Anonyme, 5. Gervais, 100. Janine, 20. Toumont, 20. Pierre, 20. Jocelyne, 30. Un collègue, 50. Un Berbère, 50. Un technicien, 200. Kamel, 10. Une employée, 10. 2 techniciens, 20. Daniel, 20. Daniel, 10. Jacques, 10. Pierrette, 15. Denise, 16. Pamela, 10. Monique, 10. 7 ouvrières, 80. 3 ouvriers, 30. Michel, 10. Jean-Pierre, 5. Néné, 10. Annick, 100. Une technicienne, 20. Un clochard algérien, 10. J. Sanson, 300.

INTERTECHNIQUE (Yvelines)

M.C., 10. L.B., 50. R.B., 20. J.R., 30. M.M., 1. R.O., 50. A.C., 50.

CAFRP (Paris 15°)

Joëlle Le Bris, 100. Lamorinière S., Entretien, 50. Hennes S., Entretien, 15. Ouvrier Entretien, 10. Ouvrier Entretien, 20. Femme de ménage, 20. Femme de ménage, 10. Angosrow F.M., 10. Femme de ménage, 10. Imprimerie, 10. Jeulin, imprimerie, 50. Imprimerie, 10. Christine Tomasso, 10. Femme de ménage, 25. Fernandez-Lopez, 30. Service Entretien, 50. Secrétaires, 30. Imprimerie, 20. Grandjean, imprimerie, 20. Ouvrier Entretien, 50. Service Plan 20.

EDF (Paris 15°)

O. Pierre, 10. Pommier, 10. Prudam, 20. Georges, 10. Massé, 10. Cladquin, 10. Ranson, 5. Mariaux, 10. Cadiou, 10. Un ouvrier gazier, 10. M. Millin, 20. Bide Gérard, 20. Mocquet Pascal, 50. Choupinette, 50. Ariapoutri, J.C. et C., 50.

ARGENTEUIL (Val-d'Oise)

Une femme de ménage, 15. Raymonde, 20. Instits, 40. Une retraitée, 40. Annick Serre, 40. Fatma Mezaguer, 20. Mamutticoco, 20. Nathalie F., 20. La copine de Popeye, 20. Nathalie R., 20. Anonyme, 50. Yenni, 50. Anonyme, 10. Anonyme, 10. Catherine, 200. B., 30. Devant la gare, 10. Anonyme, 10. G., 10. Anonyme, 10. Marie Joëlle, 100. Anonyme, 10. Lepoutier, 20. Anonyme, 10. Anonyme, 10. Anonyme, 50. Anonyme, 30. Maupin, 100. Anonyme, 10. Tayeb, 10. Anonyme, 10. Josette, 20. Anonyme, 30. Anonyme, 20. Anonyme, 20. Anonyme, 20. M.G., 100. Vauzelle, 10. Anonyme, 5. Launay, 5. Anonyme, 30. Supplément Eutrope, 40. Bernadette, 500.

LES LILAS (Seine-St-Denis)

Claudine, 200. Adeline, 100. Memen, 50.

SAINT-DENIS (Seine-St-Denis)

Solidarité, 50. Par sympathie, 30. Germanium, 20. Briant, 20. Finazzi, 20. Bal-lester, 20. Solal Georges, 50. Eric, 200.

GRIGNY - LA GRANDE BORNE (Essonne)

Pour que tout le monde puisse se présenter, 8. En soutien à Arlette, 10. Djiridi, 10. En soutien, 10.

CHOISY-LE-ROI (Val-de-Marne)

Eric, 20. Patrick, 15. Papa sympathisant, 50.

RAMBOUILLET (Yvelines)

Robert, 100. Eyraud, 50. Sonnacchi, 100. Eyraud, 100. Eyraud, 20. Delatuelle, 30.

LYCÉE LES MUREAUX (Yvelines)

Olivier, 20. Michel, 15. Yves, 30.

LEVALLOIS (Hauts-de-Seine)

Une sympathisante, 100. M. Garcia, 14,60. Un employé des PTT, 10. Pré-retraité, 10. Mme Rueff, 15. Mlle Rosso Sylvia, 10. M. Laillement Bernard, 100.

LYCÉE ARPAJON (Essonne)

Treimontant, 10. Grandseigne, 20. Mergs, 10. Duval, 10. Schaller, 20. Teston, 5. Dupont, 10. Valenti, 10.

PARIS

Lepage, 50. Franc, 100. Catherine, 200. Carmen, 100. Paqui, 50. Daniel, 10. F. Ferreira, 20. Laurent, 20. Meemsker, 10. Dominique, LCR, 20. Un sympathi-

sant, 50. Un gentilien, 10. Goossen Lucie, 20. Robert, 6. Soutien 3 personnes, 200. Anonyme, 20. Le Goff Françoise, 4. Paleri Patricia, 200. Pour que les travailleurs entendent, 300. Pas pour la révolution mais contre la pourriture d'extrême-droite, 30. Pour avoir le choix, 30. Pour payer les affiches, 10. Savo et Navarre, 2,000. Jean Le Noir, 50. M.P., 300. R. Schwab, 500. Finies les déceptions !, 13. Anna, 100. Une insitutrce, 50. Une autre institutrice, 50. Lili, 100. Dani, 30. Une copine, 50. Vincent, 200. Anne, 100. Jeanne, 100. Rolande Lion, 100. Un collègue, 50. Abdoulaye, 50. Granger Sylvie, 10. Jean François, 10. Granger Pascal, 10. Billy, 10. Michelle, 50. Cadot Christophe, 10. Cadot Annick, 10. Bernard, 50. Guy, 100. Marie Ange, 100. Jeannot, 100. Une sympathisante, 50. Daniel, 200. Jean Loup, 50. Nevaux, 10. Evelynne, 10. Catherine, 10. Luc, 70. Alice, 200. Lamouchi, 10. Nicole, institutrice, 100. Josiane, prof musique, 100. Pour Arlette, 30. Tatau sympa qui vote Arlette, 500. Donatien Moricet, 30. Bernardette, 50. Armelle, 30. Robert Aza, 30. Alain C., 30. Paul Thomson, 30. Wurx Anne, 30. André Silga, 20. Véronique Moricet, 20. Une institutrice, 150. Robert, instituteur, 100. Un instituteur, 100. Nathalie, 50. Retraitée, 200. Catherine, 100. Bertrand, 200. Patricia, 100. Sghaier, 20. Tinmare, 15. Nadine C., 15. H.B., 15. Hérisson, 100. Bourquin, 50. Anne Violaine, 100. Un sympathisant, 100.

NANTES (Loire Atlantique)

Deux étudiants, 60.

RENNES (Ille et Vilaine)

M. Le Guillou, 30. Georges, 50. Une copine, 30.

DORDOGNE

Chantal, 200. Pascal, 500.

AMIENS (Somme)

Un ouvrier SNIAS, 15. Mélanie et Jean, 50.

AULNAY-SOUS-BOIS (Seine St-Denis)

Un locataire, 50. Ancien locataire, 150. François Poignet, 100. Une chomeuse, 100. Une locataire, 50.

GENERAL MOTORS Gennevilliers (Hts-de-Seine)

Ouvrier contrôle, 10. Technicien méthodes, 30. Ingénieur méthodes, 20. Ouvrier outillage, 20. Ouvrière du "BF", 20. Ouvrier entretien, 40. Dessinateur, 50. Ouvrière du "A", 20. Ouvrier du "BF", 20. Technicien engineering, 40. Chameaux, 200. George, 200. Maria, 50. Mari Rose, 30. Amghar, 10. Altino, 10. Claude, 20. Sébastien, 10. Manuel Perez, 50. Amri, 10. Dédé, 20. Latinaud, 10. Electro, 10. Bouafes, 50. Bertal, 40.

VIA ASSURANCES (Paris)

Patrick, 100. Joëlle, 20. J.-Pierre, 20. Stéphanie, 40. Françoise, 50. Nicole, 30. Joëlle, 20. Vetu Monique, 100. Rougeot Danielle, 20. Le Corre Martine, 20. Martine, 100. Jacques, 50.

THOMSON CSF COLOMBES (Hts-de-Seine)

Alain, 50. Joëlle, 50. Une technicienne, 50. Chantal, 50. Hugo, 50. Maryline, 30.

BULL LOUVECIENNES (Yvelines)

Un sympathisant, 500.

CHAUSSON Gennevilliers (Hts-de-Seine)

Nouri, 15. Un électromécanicien, 10. Un ex-militant PCF, 50. Pierre, 35. Un contrôleur CV, 100. Un tolier, 20. Leprevart Dem. 20. Nanar, 10. Un soudeur, 50.

YVELINES

S., 50. M.G., 200.

RENAULT FLINS (Yvelines)

Un ouvrier, 10. Daouda, 10. Soles, 10. Fernand, 10. Dominique, 10. Ferey, 10. Jean-Louis, 10. Jean, 10. Bahia, 10. Jean-Luc, 20. Slim, 10. Mohamed, 10. Ouazri,

10. Michel, 30. Richard, 20. Un travailleur, 10. Un ajusteur, 10. Un chômeur, 20. Robert « pour l'Europe des travailleurs », 30. Michel un chômeur, 30.

SNCF Nord (Paris)

Nogrette, 200. Hellac, 40. Jourdain, 50.

SNCF SAINT-LAZARE (Paris)

Un cheminot, 150. Un cheminot, 50. Un cheminot, 50. Un cheminot, 20.

REGION PARISIENNE

Un électeur d'Arlette, 10. Robert, 100. Michel, 20. G et P, 100. Pat, 100. Marie-Hélène, 70. Carol, 100. Christiane, 30. Evelynne et Hélène, 40. Bernard, 10. Max, 30. Edith, 20. Baba, 20. Philippe, 100. Marc, 20. Christian, 5. Sympathisante Thomson Malakoff, 100. Jean Castaing, 100. Jean Fruitet, 100. Michèle Ayouch, 50. Françoise Rebert, 50. Fabienne Cartozo, 50. Un monteur soudeur, des Benes Marrel, Mohamed Ghassal, 50. Enseignant CES St-Ouen, 50. Retraités Asnières, 100. Souscription gare St-Lazare, 89, (17 personnes). Prof collègue St-Ouen, 50. Retraitée du bâtiment, 100. B. Seque Bagnole, 100. Pour « la lutte », 100. Anonyme, 25. Employée « Lou France », 50. Cadre General Motors, 15. Vive la liberté, Alain, 10. Pour les gens, 10. Un ouvrier des travaux publics, 10. Ouvrier tapisserie, 10. Gubita, 10. Jean Brunel, professeur, 100. Enseignant, 200. Anonyme, 100. Francette, 8. Jean-Pierre Picci, 10. Georges B., 50. Un étudiant déçu, 10. Un démocrate, 15. Anonyme, 10. Thierry Chénét, 10. Marion, 15. Philippe, 15. Didi, 5. Zannin, 10. Senys, 10. Auguste, 3. Pour l'aider, 20. Bunay, 10. Pour l'aider, 14. Brésilien de passage, 3. P. Boutin, 10. Anonyme, 15. Martine, 100. Une sympathisante, 100. Mme Fréville, 10. Avec sympathie, 10. Jean-Pierre et Mumu, 50. Yeu Corinne, 100. M. Pottier, 10. M. Jean, 10. Zemmour, 10. Sorbonne Khaldi, 10. Anonyme, 10. Ehete, 5. Bodet, 5. Anonyme, 10. Pierre Louvet, 100. Anonymes, 14. Kuolho, 10. Achète mon soutien de disque, Jean-Yves Liévaux, 20. G. Toupet, 15. Anonymes PTT, 15. Sylvianne, PTT, 20. Amar, 3,50. Akrou, 5. Mouton, 10. Salinas, 100. Yves Dumont, 300. Valet, 100. Denis Cittanova, 400. J. Delafone, 200. J. Cittanova, 100. A. Cittanova, 100. M. Demoncourt, 50. H. Moivelle, 30. Vassur, 100. P. Bonnier, 100. B. Duchene, 200. M. Monjaux, 200. S. Pilat, 200. J. Merrien, 100. A. Kyru, 200. Soutien, 20. Bernard, 150. Marie-Josée, 100. Bernard et Marie-Paule, 250. Michel, 100. Françoise Beslu, 100. Philippe, 100. Labat, 100. Duc, 50. Françoise, 100. Marcello, 50. Alain, 100. Anne-Marie, 100. Sympathisant, 100. Marcelle, 10. Germaine, 10. Alexandre et Yvonne, 100. Hélène, 100. Robert, 100. Odile, 150. Couvillers B., 53. Nora, 30. Lavrat Jeanine, 100. Jérôme, 152. Jean, 50. Catherine G., 50. Elizabeth Fabiano, 50. Tuard, 23. Alain, un prof, 100. Gérard, 100. Une mère, 500. T.G., 50. David, 150. Son frère, 50. Trois chauffeurs, 55. Benhamou, 10. Simon et Marc, 30. Deux dactylos pour Arlette, 40. Jacques et Françoise, 15. Pierre, José, outilliers, 32. P. Rumou, 12. La phocopie, 37. Un ex-lycéen chômeur, 20. Un souvenir de grève, 100. Sitbon, 40. Annick, 200. Un sympathisant de Villejuif, 20. Michel Botzi (Neuilly/Seine), 10. Brigitte, Neuilly/Seine, 100. Yannick Madet, 100. Anonyme, 20. Martius, 50. Stoufflet, sympathie, 50. Dias José, 15. Par sympathie, 20. Lecuyer, 14. Marthe-lot, 100. Duvert, 15. Aldo Morosato, 50. Emmanuel Cailleux, 100. Folio, 10. Drieux, 10. Cramaille, 20. Laquiel, 5. Dufour, 6. Pour arrondir, 9. Mireille, instit. 50. Cyrille, St-Denis, 10. Pour que vous vous présentiez, 100. Pennetier Patrick, 200. (C.L. Levallois). Calvino, 25. Kelnar, 10. Etudiant Barhein de gauche, 10. Marie Marina, 40. Bouzerou, 20. Tauziolles, 30. Poujol, 50. Pascal, 10. Tata sympa, 50. Soutien collage, 44,20.

Soutien vente, 10,80. Nicole, 300. Claire, 100.

CHOISY

Letourneur, 100. Un camarade du PCI, 2. Dollier, 20. Anonyme, 5. Goncalves Manuel, 20. Borel, 2. Venice, 5. Chardin, 50. Brunel, 10.

BEZONS

Un J.O. PN, 50. Une employée, 100. Goron, 50.

BAGNOLET

Anne Combourier, 100. Lucienne Besancon, 100. Un travailleur portugais, 10. Cournac, 10.

REGION PARISIENNE

François Chapel, 400. Martine Nonaventure, 30. (DRTL). Chantal Martinais (DRTL), 200. Janine, 50. (DRTL). Catherine, 200. Marie-José (Pierrefitte), 100. Batallan (Brignoles), 100. Bréaed Patrick, 30. (PTT Massy). Roudil Gilles (PTT Montsouris), 20. Sandrine, 200. Marché Montrouge, 0,55. De Roque, 50. Pour l'amélioration de l'ouvrier, 10. Maurer, 50. Anonyme, 70. Laurence C., 200. Laurent Bernis, 60. Catherine et Pascal, 50. Une habitante d'Aulnay, 10. Un travailleur, 10. Azankpo Justin et Christine, 50. Vignon CH., 10. Un habitant d'Aulnay, 10. Marco, 100. Une sympathisante du 14° ardt, 500.

LYCEE SARCELLES

Cassidanius, 50. Enseignante, 50. Ramil, 50. Perez, 50. Valmy, cheminot, 5. Perreau, 10. Mourgues, 20. Saunier, 50. Chilprete, 20. Frapin, 5.

CRCA (Paris)

Elisa, 20. Un employé, 10. Anonyme, 20. Paulo, 20. Une employée, 20. Roland Borius, 50. Une infirmière, 20. Marie-Christine, 10. Une retraitée, 10.

URSSAF (Montreuil)

Hemery, 10. Meunier, 10. Sylvie, 20. Patricia, 10. Marc, 10. Marie-Claire, 10. Lydie, 15. Claude Espiearza, 20. Philippe, 20.

CREDIT LYONNAIS (Paris)

Alain, 20. Dominique, 10. Yves, 20. Françoise, 20. Dominique, 50. Jacques, 20. Dominique, 20. Ghislaine, 20. Chantal, 30. Irène, 25. Martine, 30.

CREDIT LYONNAIS (CTM) Paris

Christine Zagoroli, 26. Marie-Hélène, 20. Philippe Lubineau, 20. Nicole Landart, 10. Jean-François Tasset, 15. Francine Auffret, 20. Marie-Claude Gisselmann, 20. Anonyme, 10. Annie Lecam, 150. Anonyme, 100. Alène, 20. Conesa Guy, 50. Anonyme, 20. Mme Creux Sylvie, 20. Georges, 20. Delataille, 20. Anonyme, 20. Maddy, 30. Barreau J.-Luc, 30. Vendange Philippe, 20. C. vadot, 10. Sacco Serge, 50. Alphonse Alain, 20. Anonyme, 20. Anonyme, 30.

NORTON (La Courneuve)

Jean-Paul, 50. Lapczuk, 10. Nadeau, 10. Un travailleur, 5. Pereira, 15. Dietzi, 20. Ben Merzoung, 10. Rebours, 5. Pascal, 5. Un travailleur, 10. Un mécontent, 10. Michel, 10. Domingo, 5. Guilloret, 10. Bonnat, 10. Lhomme, 10. Weber, 5. Voulgaris, 10.

CICHY-SOUS-BOIS

Puddizombe, 30. Le Queux, 5. Mme Morghen, 20. M. Cherrier, 10. Mme Esen, 10. Mme Chichignoud, 10. M. Jilali, 20. Anonyme, 10.

CDC

Charpentier, Marcel, 14. Goliath, 25. Lester, 20. Ribouille, 20.

AGF

Gérard, 20. Renée, 150.

GENNEVILLIERS

Benoist D., 50. Benoist L., 50.

REGION PARISIENNE

Claire Nivel (Drancy), 200. André et Chantal Gauvenet, 200. Métro Nanterre, Bunet Laurence, 20. Zacay P., 30.

GROUPE MALAKOFF (St-Quentin en Yvelines)

A Lesne, 100. Anonyme, 100. Nicole, 50. Chantal, 50. Marie-Claude, 60. Hélène, 100.

MARCHE DRANCY

Pérec, 20. Soutien, 26, 50.

BERNARD-MOTEURS

Un outilleur, 10. Charbonnier, 10. Sevin, 10. Lahcen, 10. B. Albert, 300. Aubert, 5. Villonia, 10. OS usinage, 5. Daniel, 10. OS montage, 20. Rachid, 10. Alioui, 10.

REGION PARISIENNE

Marie Mad. Leopold, 100. Soutien 13°, 20. Sympathisant Vitry, 100. Sympathisant Vitry, 50. Un copain, 50. François, rocker, 500. Bruno, 100. Ventes, 40. Soutien ventes, 23. Demarie, 10. Dupré, 30. Bernardun, 10. Caro, 10. Lycée Condorcet, 20. Gare du nord (9 pers.), 130. Un photographe, 100.

BNP BARBES

Le Goux Robert, 100. Dudu, 20. Régis L., 50. Francis T., 30. Françoise, 20. Christine, 20. Jacqueline, 20. Véronique, 50.

BNP BERGÈRE

Madeleine, 50. Père d'une candidate, 100. Annie, 50. Martine, 20. Patricia, 10. Jean-Jacques, 20. Murielle, 10. Sylvie, 20. Véronique, 90. Gillette, 10. Louise, 25. Catherine, 30. Pascale, 65.

NCR

Une secrétaire, 100. Le bureau de dessin, 35. Michel, 100. Un ingénieur commercial, 30.

LYCEE SIEGFRIED (Paris)

Nadia A., 30. Dominique, 20. Isabelle C., 20. Chlo, 20. Pauline, 10. Bruno, 10. Hélène, 100.

CREDIT LYONNAIS (Paris)

Frédérique Martin, 50. Jeannine Gard, 30. Jean-Philippe Labasse, 50. Yves, 20. Michèle, 30. Elizabeth, 30. Didier, 10. Jone, 100. Arlette, 30. Marie-José, 10. Rosine, 5. G., 20. Parent, 40. Anonyme, 55. Maloie L., 10. Gales, 20. Maria, 10. Danièle, 200. Jean-Christophe (un militant de la Ligue Communiste pour l'unité avec LO), 20. Ghislaine, 10. Serer, 10. Fouquet, 10. Sintra, 10. Un copain du CL, 30. Un PS tiède, 20. Andreani, 100. Forest, 10. J., 10. Chapon, 20. Eliane Visnas, 10. Couliou, 10. Bourgetel, 10. Polletier, 10. Retraités, 15.

BORDEAUX

Bezkorowajny, 20. Sylvie A.S., 20. Jean-Pierre et Maryse, 100. Jacques, Sonia, Magali, 200. Mamouve, 100. Bourgelas, 50. Eraville, 51. Marchesson, 14. Daude, 50. Gainard, 50. Mouteil, 20. Viallon, 100. Navarro, 30. Mme Bosch, 30. Dolores, 25. Ascensio, 20. M. Ponjon, 50. Thibal M., 100. Devaux, 20. Escassut, 20. Chazeau, 30. De Bleuy, 100. Audouin Ch., 100. M.J., 50. Mouplier, 25. Samouillan, 25. H.D., 20. Sanchez, 25. Une employée du crédit agricole, 200. Lafon Josette, 30. Lagorce Annie, 50. Malaty Gilbert, 100. Roux JM, 200. Malaty Alice, 100. Malaty Didier, 100. Nicole, 100. Grimbart Chris, 50. Le frère d'un copain, 50. Néné de Bordeaux, 10. Mme Bonsol, 40. M. Roger Vasquez, 24. Un employé de la lingerie Gardio, 20. Une bonne copine V. 240, 25.

Suite en page 16

Souscription (suite)

Une bonne copine V. 240, 25. Un employé de la lingerie Cardio, 20. Loulou, 50. Patou, 20. Mme Delout, 20. Cailou, 30. Mme Bruand, 25. Porget, 30. Père de famille, 100. Mère de famille, 100. Mme Kucmowski, 100. Trois institutrices, 200. Vivianne, 50. Un vrai communiste, 10. Un bégai, 100. Marché Cenon, 20. Mme Riquiez (pour Arlette), 10. Hélène Mazeau, 100. Philippé et Murielle « Pour Arlette », 100. Thomas, 10. Philippe, 10. Sourzac, 50. M. Gaude, Hôpital CH. Perrens, 30. Guitton Alain (Bègles), 20. Gars de la Ponderrie (de passage), 10. Famille copain, 200. Copine, 100. Nine, 15. Marsan, 10. Zenoni, 20. Sanchez, 15. Un routier qui te soutient, Roland, 50. Tony, pour mes potes, 200. Véro, intérimaire exploitée, 100. Sylvie, 20. Julien, 20. Une sympathisante, 20. Raymonde, 30. Petit Casino, 10. Yves, 150. Marché Thonais, 20. Militante du Parti Communiste, 50. Dame sur un marché, 10. Maryse (hôpital sud), 50.

BORDEAUX AMBARES
Danielle, 50. Mme Camus, 50.

HOPITAL SUD (Bordeaux)
Labat, 60. Lafon Patrick, 40. Christian, 26. J.-L. Poetti, 40. Jean-Louis, 100. Une copine de boulot, 50. Jean-Marie L., 50. Pour LO de la part de Fifi, 40. Un hôpital USW, 10. Josy, USW, 50. Patricia Dombis, 50. Lopez, 100.

HOPITAUX (Bordeaux)
Cathy, 50. Anne-Marie, 50. Olivier, 50. Lacrois, 100. Liliane, 100. Maryse Seguet, 100. Marchica, 15. Jeanine Bergot, 50. Léo Colombié, 50. El Pedro, 24.

ANGOULEME
Collègue, 15. Mamie, 12. Un vieux sympathisant, 10. Un CFDT, 14. Une retraitée en colère, 30. Mère, 200. Un employé municipal, 20. Carrouge, 50.

LEROY SOMER (Angoulême)
Un travailleur, 100. Un travailleur, 10. Un travailleur, 50. Un travailleur, 15. Un travailleur, 20. Un travailleur, 20. Un travailleur, 30. Un travailleur, 50. Collecte portes Leroy-Somer, fonderie, 53 personnes, 367.

ANGOULEME - CHAIGNAUX
Un travailleur, 20. Un autre, 20.

ANGOULEME-COLLEGE GOND PONTTOURE
Jacques, 50. Françoise, 70. Maryse, 50.

POITIERS
Une étudiante, 20. Philippe, 10. Zahar Slimani, 50. Nadia, étudiante, 50. William Nadia, 25. Hervé, militant UNEF, 10. Un étudiant, 10. Ala de mise, 10. Patrick, 30. Yanesse, 20.

STEIN - ROUBAIX
Collecte Stein Lammoy, 153. Les copains de Stein Roubaix, 160.

ROUBAIX
Philippe, 10. Maria, 20. Brigitte, 20. Michel, 10. Martine S., 10. Shalom, 10. Annie et Philippe, 200. Naccache Danièle, 20. Boma Clément, 30. Averland Bertrand, 100. Un groupe d'enseignants, Alain, 100. Pierre, 50. Marc, 50. AJB, 50. Anonyme, 20. Philippe, 100. Jean-Claude, LCR, 100.

TOURCOING
Jacques Rocca, 50. Anarchisme votre (Brassens), 100. Boris, 50. Un prof, 100. Martine Carlier, 50. Régine, 50.

LILLE
Un travailleur non conformiste, 100. Une jeune femme intelligente, dynamique, mais pas cadre, 50. Une allergique aux gouvernements, 50. Michel et Véronique Mélanie et Vrakka, 100. Christiane, 40. Michel, chômeur Blanche, 50. Eddy, 20. Alain, mécanicien-tourneur, 10. Jean-Noël Ramez, 50. Odile, attachée de presse, 50. Anne-Marie Suchecki, 15. Valérie Coisne, 25. Nathalie Youan, 50. Hélène Lancet, 60. Collecte de soutien au meeting avec Arlette, 439.

FIVES-CAIL-BABCOCK (Lille)
Christian, 20. Marcel, 50. Bernard, 40. Michel, 15. Enseignant La Madeleine, 100.

LILLE
Maurer H.J., 50. Parents militante, 300. Un cafetier, 100. Collecte 10 personnes, 44. Marc, 400. M. Libert, 150. Trois ouvrières de la CIT-Alcatel (Marcq en Barœul), 11. Jacqueline, 50. Kheira, 100. Bruno, 100. Cambier Maryse, 50. Caroline, 70. Un artisan, 100. Une infirmière, 100. Bruno, 10. Un cuisinier, 100. Un étudiant, 50. Hervé, 200. Une animatrice, 50. Brigitte et Thierry, 20. Jocelyne, employée, 50. Ignace, 50. Bruno et Maryse, 40. Une aide-soignante, 120. Caroline, 100. Philippe, 15. Merde aux curés, aux chiottes l'armée, 50. Brigitte, idem, 100. Une commerçante sympathisante, 200. Mère d'un candidat Sylvie et Régis, 100. Dominique, enseignante, 50.

DUNKERQUE
Roger, chômeur, 20. Thierry, pion, 50. Paul, jardinier, 20. Un ouvrier d'Usinor, 40. Soutien prospection, 28. Jean-Jacques, 10. Marché de Dunkerque, 10. Soudeur CDF, 20. Un retraité écœuré de la gauche, 10. Anonyme, 14. Une sympathisante, 200.

LEVER (HAUBOURDIN)
Thérèse, déléguée CFDT, 20. Un gars du vim, 20. André Danel, 15. Gaston, 10. Michel, délégué CGT, 25.

HAUBOURDIN
Bacquart Marie-Lise, 10. Andrée, 100. Algréd-Cattez, 20. Noella Vanrast, 100. Ballenghien, 20. M. et Mme Lacour, 20. Michet Claude, 10. François BN, 50.

NORD-PAS DE CALAIS
Travailleurs des « 3 Suisses » Croix, 15. Françoise, 100. Brigitte, 100. Six Irène, 50. Hubert Louise, 50.

AMIENS
Hervé, commerçant, 150.

LENS
Christian, 50. A.Y., 10. M.V., 10. J.M., 20. Fremery J.-P., 20. Un vrai communiste, 100.

ROUEN
Une camarade, 50. Ghislaine et Eric, 50. Suzanne, 50. Gilles, 150. Véronique (CRAM), et Christian (SNCF), 100. Une copine CHU et un copain PTT, 100. Bien que les élections soient un piège, 50. Francis et Laura, 100. Jarry Gérard et Henriette, (TCAR et PTT), 100. Solidaire des luttes de gauche, 50. Une camarade retraitée, 50. Un camarade pompier, 50. Dominique, 12. Manu, 10. A. 13. Pour Arlette Laguiller, 20. Pour rendre les coups, 100. BP (Bon Parti), 10. M. Perrin Claude, 50. Le FLB en Normandie, 100. Quelle, mère de famille, cité HLM, 10. Une enseignante, 100. Un enseignant, 50. Une petite commerçante, 50. Lahoussine Driss, 100. Gisèle, 100. Michèle, 50. Evelyne, 30. Annie, 30. Marie, 150. Lylane, 150. D.G. Thomas, 200. Sylvie Ledulin, 150. Brigitte Vivies, 100. Mères de famille Elbeuf, 20. Patrice Grant, 50. Catherine Courtais, 50. D. Gohl, 30. Niel, 20. Goodwin, 15. EFTE, 50. Brigitte, 50. Don volontaire, 100. Caroline, 20. Derrien Y., 20.

CRAM ROUEN
Catherine, 50. Olivier, 10. Jeanine, 20. Marie-Christine, 20. Sylvie, 40. Martine Totevin, 15. Robert, 50. Malhointre Michèle, 10. Colcob, 100. Eric Duchemin, 20. Pascal, 15. Martine, 20. Une employée, 30. Marie, 10. B.D., 20. Prevel C., 10. Delaunay, 10. Une secrétaire, 10.

RENAULT CLEON
Ladam Jean-Luc, 50. Pierrot Blaise, 10. Pascal, 5. Un copain, 10. Jules, 10. France, 15. Arthur, 5. Patrici P., 50. Kaleb, 10. René Amirault, 10. Blainville, 5. Mustapha, 5. Khafi, 10. Un copain, 5. Jean-Marie (par sympathie), 5. Fleuri Marcel, retraité, 10. Richer Louise, retraitée, 10. Fray Daniel, 5. Chrétien Gérard, 10. Alain Joyeux, 10. Un copain, 5. Laurent, 5. Salah, 15. Bémont, 10. Norbert, 5. Aii, 5. Un copain, 5. Chefdeville André, 10. Un copain, 5. Gilles, 20. Un copain, 10. Lebourgeois, 5.

HOPITAL CHARLES NICOLLE (ROUEN)
Pour l'unité des révolutionnaires, 50. Cosette, 30. Monique, 20. Une aide-soignante, 50. Un agent hospitalier, 100. D.L., 20.

ROUEN-ELBEUF
Vieux Bled, 10. Poulain, 3. Une retraitée de Mazda, 10. Un enseignant qui n'est pas au PS, 14.

LE HAVRE
Fouldrin, 50. Leveque, 50.

CHU BOIGUILLAUME
Nicolle, 100. Agnès, 50. Patrick, 50. Odette, 50. Nathalie, 40.

LE HAVRE
Marché Mare rouge, 2 chômeurs, 34.

CKD GRANDCOURONNE
Paris Jean-Pierre, 200. Sa mère, 150. Patrick, 100. Gérard, 15. Roger, 10. Régis, 10. Dominique, 10. Un algérien, 20. Delobau, 20. Alain, 15. Claude, 50. Jean, 15. François, 10. Gérard, 10. Michel, 30. Didier, 20. Alain, 10. Dominique, 10. Alain, 10. Jean-Marc, 10. Jo et Françoise (PTT), 150.

MONTBELIARD
Simone, 20. Roberte, 50. Lemarquand, 60. Patrick, 10. Cuenot et copains, 174. Renée, 20. Régine, 20. M. Jo et Agnès, 50. Eliane, 200. Michel Demeusy, 40. J.M., 50. Trouin Cycles, 25. Ouvrier Cycles, 50. Lachat P., 40. Pierre Jean, 50. Cycles, 5. Claude, 50.

PEUGEOT-SOCHAUX
Bedin Alain, 10. Lagarost JL., 20. Mira JL., 10. Truxler Hubert, 50. Crambes Patrick, 15. Gallerit MJ., 10. Bossavit, 10. Deux ouvriers tôle, 10. Un ouvrier Presse, 40. Ouvrier Montagnon, 200. Guyot JM, 50. Ouvrière, 50. Jacqueline, Ouvrière, 100. Michel, 50. Cinq ouvriers carrosserie, 50. Un intérimaire, 25. Paul, 50. Soutien délégué CFDT, 50. Me Lacomblez et Jean Edouard, 500. Pierrot, 20. JP, 100. Bernard, 10. Robert et Camille, 100. André, 30. Annie, 20. Patrick, 35. Eric, 15. Isabelle, 50. Cuomo, 10. Dominique, 10. Trendel, 10. Luc, animateur ADAPEI, 30. Claude, mécanicien, 20. Serge, 30. Marilyne, étudiante, 20. Suzanne, 50.

MONTREUIL
Anonyme, 10. Soutien Montreuil, 27. Un coureur, 13. Fort, 25.

CREIL
Germain, 10. Sabine, 20. Billa, 20. Blécot, 20. « Pour les ouvriers », 23. Un sympathisant, 100.

CREDIT LYONNAIS LEVALLOIS
Grandjean, 20. Recan, 50. Fulgoni, 30. Deleplanque, 50. François, 20. Leclere, 100. M. Molinier P., 100.

CREDIT LYONNAIS SIEGE
Carcaillon Gérard, 50.

CREDIT LYONNAIS PARIS
Pour une petite liste et le respect de la démocratie, 20. Sauta, 20. Jean-Marie, 20. Gérard, 30. En soutien, 50.

CREDIT LYONNAIS SIEGE, DEFENSE ET AGENCE
Espasa-Tudo Michel, 20. Espasa-Tudo Annie, 20. Pour Jean-Pierre, 50. Laurens Michel, 30. Un employé, 20. Cordonnier, 20. Une copine (vieille), 20. Sacco Martine, 30. G. Perouillat, 10. Jacobs René, 210. Annie Crasez, 200. Pascale, 20.

LES LILAS - BAGNOLET
Mouton, 20. Boumrah, 5. Mme Demay, 10. Savary, 30. Mme Barthel, 30. Mlle Glynatsis, 10. Un ami des Lilas, 10. Un ami de Corse, 10. M. Valgones, 10. M. Burghoffer, 15. Pierre Barbe, 10. M. Mme et les filles Fauger, 30.

R.N.U.R. DCAI (PARIS)
Bertrand, 100. Daniel, 100. Annick, 20. Virginie, 50. Charlotte, 50. André, 30. Dominique, 150. Paul, 10. Philippe, 20. Geneviève, 35. Marie, 15. Sylveste, 30. Un retraité, 40. Une collègue, 20. Madeleine, 10.

R.N.U.R. SAINT-OUEN
Serge, 100. Roger, 50. Un travailleur, 25. Lagache, 8. Rouble, 50. Large, 20. Colombini, 30. Jacques, 20. Michel, 10. Grenier, 10. Pierre, 50. Michel, 100. Larbi, 10. Dupart, 20. Raymond, 10. Un travailleur, 10. Roudoudou, 20. Un travailleur, 20.

RENAULT RUEIL C.T.R.
Michel, 100. Ben, 20. Gabriel, 20. Guille-mard, 20. Guellouze, 20. Beghin, 18. Daniel, 20. Gérard, 15 F. Roger, 15. Eric, 20. Jean-Pierre, 100. Jean-Michel, 20. Dix francs symboliques, 10. Chérif, 50. Amédée, 20. Daniel, 50.

MALAKOFF
Fonscea, 20. Colette, 20. Avda, 20. Da Silva, 20. Un déçu de plus, 30. Un employé, 10. Pericaud, 5. Une aide-soignante PCF, 10. Un joueur de tennis, 10.

VANVES
Une enseignante retraitée, 10. Une assistante, 10. Une secrétaire, 10.

RHONE-POULENC VITRY-CNG
Michelle Langlet, 150. Danielle Riche, 200. Philippe (CNG), 20. Un ouvrier du CNG, 10. Jean-Yves CNG, 20. Un sympathisant LO, 30. Staline, 10. « Vive la révolution », 30. Une technicienne CNG, 20. Leyris, 20. Bernard, 10. Jacqueline, 50. Gérard, 20. Philippe, 30.

RHONE-POULENC VITRY
Collecte au drapeau rouge 1 262 F. Des ouvriers sympathisants de R.P. Vitry, 230.

HOPITAL SAINTE-ANNE (Paris)
Françoise, 50. Marie-Paule, 15. Nadine, 50. Jacques Houde, 50. Claudette, 5.

HOPITAL COCHIN (Paris)
Suzanne, 40. Anne-Marie, 20. Baly, 10 F. Nadia, 10 F.

THOMSON CERGY (Suite)
Bouziar, 10. Villette Roger, 10. Immergout Charly, 10. Technicien, 10. Hautin Nadine, 15. Ahmed, 10. Payreau Annick, 10. Rigolt Alain, 10. Brossard Michel, 10. Jaguenaud Pascal, 20. Boucard Thierry, 20. Anonyme, 16. Un dessinateur, 20. Brossart, 20.

REGION PARISIENNE
Nanterre : Roussel Joël, 10. Mercier, 10. Lorre Yannick, bravo pour un début de campagne-très sympa, 100. Robert Thionas, tout le monde doit se faire entendre, surtout la gauche, 20. I.H. Magassy, 10. Une étudiante, 10. Un sympathisant, 20. Dreyfus, 20. Massias-Millot, 300. Penven, 100. Verlan Alex, 30. Deschamps, 20. Joël, 10. Kaled Abdou, 10. Lecomte Serge, 6. Consoli Philippe, 10. Daverneuil Yves, 10.

Nanterre : Murun, 10. Blanchard, 5. Mahomet, 20. Laure, 10. Awaysok, 10. Muckensturm, 10. D. Perin, 10. J. Boutault, 5. Anne, 35. Anne-Marie Roger, 200. Benbrabhim, 5. Etacie, 10. Patrick, 10. Larcher, 120. Patricia, 22.

Un Basque sympa, Paris, 100. Corbin Maryse, 100. Marcelle, 50. François Verney, 50. Ory, 23. Stéphane, 170. Gantrel Frédéric, 20. Dany, 25. Françoise Charpentier, 200. José, 20. Raymonde, 50. Monique, 10. Biby, 50. Divers, 17. Madeleine, 50. Robert, 24. CPE, 20. Fernand Vidal, 70. Deux sympathisants, 500 et 500. Un militant africain, 100. Un sympathisant africain, 10. Une ouvrière, 10. Un

mécanicien, 10. Gérard M., 100. Un copain de Jussieu, 20. A.M., 20. Michel R., 150. Serge, Paris, 100.

CITROEN SAINT-OUEN
El Djouri, 10. Mansouri, 20. Ben Tevenia, 10. Lamou, 10.

BNP BERGERE (Paris)
Alain, 20. Béatrice, 100. Cathy, 20. Christiane, 10. Alain, 20. Thierry, 20. Christian, 10. Bernard, 20. Fradji, 10. Rolland 20. Annie Coelho, 20. Rabah, 10. Laurent, 15. Raymond, 10. Gisèle, 20. Brigitte, 20. Jean-Pierre, 50. Annie, 10. Jacqueline, 30. Thierry, 50. Marie-Claude, 20. Corinne, 15. Rolland, 50. Pascal, 25. Benoit, 30. Farah, 10.

TELECOM AUBERVILLIERS
Borduy Didier, 20. Thierry, 20. Gérard, 5. Pron, 20. Onze personnes devant la porte 78,30 F. Albertivillariens, 100.

ALSTHOM BOURGET
Leblanc, 20. Yannick, 20. Pastor, 20. Un travailleur, 20. Mohamed, 10. Un copain, 60.

PARIS
Pour aider, 15. Un étudiant, F., 20. En diffusant, 20. Trioreau Monique, 100. Rosine, 40. Vincent, 100. Anonyme, 20.

CHARTRES
M. et Mme Jeanne Rose, 20. Certain Xavier, 20. Triquet Jeannette, 20. Papet Thierry, 10. Oriega J.-C., 20.

PEUGEOT DIJON
Retraité Peugeot, 25. Ouvrier Peugeot, 25. Un ouvrier Peugeot, 20. Fatima et M'hamed, 30. Jocelyne Jeannot, 30. Ouvrier bâtiment, 100. Ouvrier Peugeot, 30. Fontvielle, 16. Ouvrier Peugeot, 20. Ouvrier Peugeot, 30.

CES MARSANNAY-LA-COTE (DIJON)
Roy, pour une société meilleure, 100.

FAC DIJON
Jean-Luc, 20. Xavier, 30.

DIJON
G.F., 150. Michel, 50. Marie, 100. Anonyme, 50. Charlotte, 50. Paul, 50. Verdier, 50.

BESANCON
Mme Daux, 30. J.-M., 50. Joël Perrey, 50. Déd et Souris, 60. Soutiens (5 personnes), 58 F. Sylvie Texier, 50. Collecte Hôpital de Besançon, 25 personnes, 165. Fabienne, 100. Claire, 200. M. Vial, 50. Une militante PC, 20. Marie-Thérèse ASH, 30. ABS Danièle, 500. Françoise Houmaire, 200.

PEUGEOT SOCHAUX
Marie, 30. Jean-Pierre, 20. Ouvrier Peugeot, 30. Ouvrier Peugeot, 20. Ouvrier, 10. Ouvrier Peugeot, 50. Albert, 100. Bernard J., 20. Daniel, 40. Paulette, 30. Joël, 20. Gilbert, 10. Bernadette, 20.

ALSTHOM BELFORT
Lecture Gilles, 10. Mroczka Daniel, 10. Acide Simon, 10. Legris Jean-Pierre, 5. Boschi Pascal, 10. Vitel, 50. Maurice, 20. Hantzperg Jean-Michel, 10. Romanczuk Alexandre, 10. Grux J.-C., 10. Un ouvrier, 15. Tomezzoli, 15. Najmi, 20. Lemarquis, 10. Sauvageot M.-Christine, 10. Faivre Denis, 10. Horlacher Jacky, 10. Blonde Pierrot, 10. Verrier Michel, 10.

HOPITAL BELFORT
Un ambulancier, 50. Danièle, 30. Boreantz, 50. Patrick, 30. Rolande, 20. Jean-Paul, 100. Mme Frey, 10. Litzler, 30. Haouy, aux travailleurs, 50. Totems, 15. Michel PY, 300. Une famille, 200. Maman Lucienne, 50. Denis Pheulpin, 50. Richard Jacques, 130. Baron, 10. Gerda, 10. « Pour l'Europe des travailleurs », 60.

CLERMONT-FERRAND
Michèle, 50. Michèle (sympa), 50. Colette, 10. Michèle-Laure, 100. Une sympathisante, 20. Pascale, 20. Claudine, 20. Une sympathisante, 20. Colette, 70. Nicole, 20. Catherine, 30. Un travailleur PTT de Clermont, 200. Evelyne, 20. M. X., 100. Meltano, 100. Jean-Loup et Gisèle, 400. Michèle, 10. Michèle, 10. Eliane, 10. Marie-Lise, 20. Besseyre, 50. Chacornac, 10. Chartier, 10. Marie-Claude, 20. Jean-Luc, 10. Mathilde, 10. Garantie de ressources, 10. Philippe, 4. Thomas, 5. Jean-Etienne, 10. Christian, 10. Block Mohammed, 10. Abdou, 10. Etudiant, 6. Ibrahim, 5. Alipo Xavier, 8. Olejniczak Jean, 50. Olejniczak Jean-R., 50. Olejniczak Liliane, 100. Cornat Françoise, 50. Anonyme, 50. Martinez Eliane, 30. Mme Zozaya, 20. Deplat, 10. J. Rago, 50.

THIERS
Chassaigne, 20. Syndicaliste de l'équipement, 1 000.

MICHELIN BOURGES
Un agent, 10. Un agent, 50. Un agent, 10.

DIVERS BOURGES
Un révolutionnaire argentin, 50. Une révolutionnaire argentine, 50. Une prof, 100. Trottereau Jacky, 50. Chantôme René, « un postier en colère », 100. Edgar Pirès, 50. Docteur Love, 50. Une mère de famille, 10. Sympathisant de Rosières pour LO, 10. Sympathisante LO, 10.

DIVERS NORD
Martin Claude, 500. Quintelier Simone, 20. Dieck Claude, 10. Renaux Sylvain, 100.

CHOLET
Le Bouter Gaëtan, 10. Le Bouter Adrien, 10. Jean-Michel, 100. Landreau Bernard, 10. Jacky, le pouvoir aux travailleurs, 50. Un lecteur, 20. Une travailleuse, 20. Un travailleur, 20. Ouvrier, 10. Bica Michelin, 10. Un étudiant, 20. Un boulanger, 100. Duterre Didier, 10. Isabelle et Marc, 10. Gaby Michelin, 30. Dédé Michelin, 50. Bernard Michelin, 100. Une copine, 100. Sympathisante Mauges, 150. Symathisant Bretagne, 20. Sympathisant Bretagne, 10. Sympathisant Cholet, 5. Chômeuse, cité Bretagne, 5. Ouvrier métallurgiste, 15. Ouvrier Michelin, QCNX, 5. Ouvrier Michelin, VDT, 10. Animateur Cholet, 10. Routier Deux-Sèvres, 10. Dos Santos, 5. Ouvrier plâtrier, 10. Une sympathisante, 100. JO, 100. Boum, 30. Une femme de ménage, 10. Un ouvrier Michelin, 10. Une enseignante, 30. Alain, 15. Un ouvrier Michelin, 10. Un futur chômeur, 100. X2, 100. D'accord, 10. Un prof, 20. Une assist. maternelle, 10. Renvoisé, 10. Aide-électro, 10. Lebert, 10. Anonyme, 10. Roy, 20. Michelin Cholet : un vérificateur, 30. Un finisseur, 20. Un retraité de Michelin, 10.

ANGERS
Un lecteur, 100. Hôpital collecte, 31 : 260. Mme Josse, 20. Anonyme, 20. Sympathisants, 20. Guy, 50. Une copine, 200. Cégédur Angers : Gauthier, 10. A. Bonache, 200. Gallard, 5.

TOURS
Boucher H., 10. Papy, 30. Un copain, 90. Dudu, 5. Deguet Pascal, 400. Pasquet R., 20. Cenereau, 20. Faure, 10. Un cheminot, 10. Un autre cheminot, 10. Encore un cheminot, 5. Cheminot, 10. Mme Cauvin, 10. Huchot, 10. Cheminot, 10. Valtrid, 100. 2 prosp., 10. Un footballeur ANT, 10. Perré, 40. Rémi A.J., 20. 2 en cité HLM, 9. Mère d'un copain, 50. Toccata, 100. Bouscar, 30. Me Beschon, 20. La Grogne, 100. Douard, 100. Girard, 500. Jackie et Claude, 50. Sylvie, lycéenne, 10. Jean-Pierre, charpentier, 50. Christine, secrétaire, 50. Dematos, 30. Laurent, 15. André, 10. Claude, 10. Claudine, 10. Réunion publique Tours : 227. Bougeon, 20. Brajard, 20. Doucet, 10. Marie-Christine, 25. Payan, 20. Claude, 150. Deux enseignants, 100. Un postier, 10. Un retraité SNCF, 10. Christian Fallet, 100. Golleret Monique, 15. Pour soutenir, 10. Pour s'exprimer, 10. Guillet, 10. Méti-vier, 20. Michel, 100. Claude, 200. Christine et Jacques, 50. Berthe, 30.

LYCEE RENAN (Saint-Brieuc)
Le Moal Bruno, 25. Le Garzennec Paul, 20. X, 10. Y, 30. Z, 20. Pour un ami, 10. Tralzo Michel, 10. Un copain, 100. Une amie, 30. Françoise, 20. Yannick, 10. Un copain qui va donner plus, 5. Une vieille dame pour le vote ouvrier, 2. Papa et maman et moi pour moi, 70. Laurence, 20. Pascal, 20. Christine, 10.

SAINT-BRIEUC
Employée de banque, 200. Enseignant, 50. Enseignant, 50. Etudiant, 10. Jeanne, 25. Louisette, 10. Paule, 200. Burlot, 20. Educateur, 36. Employée Chaffoteaux, 8.

POITIERS
4 habitants de Bel-Air, 23. Ancien cariste AEF, 20. Etudiante, 10. Chômeur, 20. Turpin, 10. Daniel-Francine, 70. Lectrice, 50. Dominique, 60. Simone, retraitée, 200. Un vieux révolté, 50. Mère au foyer, 15. Etudiante, 20. Lebert, 20. Thébat, 20. Patrice, 10. Joël, 10. Gérard, 10. Laurence, 20. Gaudin, 10. Ouvrière d'usine, 25.

BOURGES
De Sousa, 20. Jovy, 10. Dombasle, 5. Marcello, 10. Petion, 10. René Roy, 10. Thiphineau, 10. Chantal, 30. Pugaio, 20. Anonyme, 10. Romy, 20. Hinz, 10. Trimaille, 10. Benoît, 10. Jaquet, 10. Balut, 14. Lienne, 20. Monique, 160. Jamet, 25. Jean smicard, 50. Marie-Claude, 20. Ruiz et Annick, 20. Micheline Galopin, 10.

NEVERS
Une enseignante, 50. Un cheminot de Vauzelles, 50. Delta Lima, 85. Un ouvrier, 50. Ouvrier Nevers, 20. Lioret Francis (ouvrier SNCF), 30. Jean-Paul (militant CFDT), 20. Faucher Catherine, 20. Philippe, 30. Marie, 13. Marc, 30. Gérard, 30.

CLOUANGE
Mme Pilazzoni, 10. Mme Montes, 10. M. Giordano, 10. Mme Facciolo, 10. Mme Cinquemani, 10.

METZ
Un travailleur de la Scholtes, licencié, 20. Marie-Thérèse, 20. Francis, 100.

LUNEVILLE
Anonyme, 50. Corinne, 100. Jacqueline, 100. Yann Loic, 100. Anonyme, 50.

POMPEY
Gibert, 50. Lache, 100. Anonyme, 10. Collecte

Sélection Dans les salles parisiennes

Films récents...

IL ETAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE.

de Sergio Leone.

Un roman policier « à la recherche du temps perdu » où Noodle, gangster raté, nous promène d'une époque à l'autre de l'enfance à la mélancolie de la vieillesse.

Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Berlitz 2^e. Rex 2^e. Cluny Palace 5^e (vo). Montparnasse UGC 6^e (vo). Odéon 6^e (vo). Colisée 8^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Normandie 8^e (vo). UGC Gare de Lyon 12^e. UGC Gobelins 13^e. Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. UGC Convention 15^e. Trois Murat 16^e. Paramount Maillot 17^e. Images 18^e. Gambetta 20^e.

FORT SAGANNE.

d'Alain Corneau.

n'y aura ni vrai gagnant ni vrai perdant. Pour ceux qui aiment les échecs surtout et pour les autres aussi.

Olympic Luxembourg 6^e.

L'ETOFFE DES HÉROS.

de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures mais on ne voit pas le temps passer.

Rex 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Odéon 6^e (vo). Biarritz 8^e (vo). Escorial Panorama 13^e (vo). Bienvenue 15^e. 14 Juillet 15^e (vo).

YENTL.

de et avec Barbra Streisand.

Yentl est la fille d'un rabbin dans une bourgade juive en Lituanie au début du siècle.

ET VOGUE LE NAVIRE.

de Federico Fellini.

Une drôle de croisière à la veille de la Première Guerre mondiale.

Studio de la Harpe 5^e (vo).

... et de vieux films à voir ou à revoir

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.

L'Épée de Bois 5^e (vo).

QUAND PASSENT LES CIGOGNES.

de Mikhaïl Zalatozov.

Film soviétique: le drame d'une jeune femme qui a perdu tous les siens lors d'un bombardement, et qui n'a plus de nouvelles de son fiancé parti au front.

Cosmos 6^e (vo). Olympic Entrepôt 14^e.

LE TAMBOUR.

de V. Schlöndorff.

La montée du nazisme vue à travers les yeux d'un enfant qui observe le monde des adultes et refuse de grandir.

Republic Cinéma 11^e (vo).

LITTLE BIG MAN.

d'Arthur Penn.

Un rescapé des guerres indiennes raconte sa vie et la barbarie des Blancs contre les Peaux-Rouges. Un anti-western.

Champo 5^e (vo).

MON NOM EST PERSONNE.

de Sergio Leone.

Un western spaghetti des années 1970.

Gaumont Richelieu 2^e. Gaumont Ambassade 8^e (vo). Lumière 9^e. Mistral 14^e. Montparnasse 14^e.

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP.

d'Alfred Hitchcock.

Du suspense à la Hitchcock pour les inconditionnels de celui-ci.

Capri 2^e. Ciné Beaubourg-les-Halles 3^e (vo). Saint-Michel 5^e (vo). George V 8^e. Sept Parnassiens 14^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo).



L'HOMME AU BRAS D'OR.

d'Otto Preminger.

Un drogué essaie de se sortir de l'engrenage de la drogue.

L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM.

de Volker Schlöndorff.

La toute puissance de l'appareil policier aidé de la grande presse dans la chasse aux suspects de terrorisme dans l'Allemagne des années 1970.

Movies Les Halles 1^{er} (vo).

« Le succès à tout prix »

de Jerzy Skolimowski

Alexander Rodak, auteur de théâtre polonais, vit en exil à Londres où il a pu rejoindre sa famille.

Bien qu'il fasse partie de l'intelligentsia reconnue (il se voit même décerner une médaille par un ministre), il reste un exilé en butte à bien des ostracismes. La bonne société veut bien verser quelques larmes hypocrites sur la Pologne, mais c'est une autre affaire lorsqu'il s'agit d'obtenir non plus des pleurs mais des crédits pour monter un spectacle sur cette Pologne qui n'intéresse plus guère.

Pour corser le tout, le fils aîné, Michaël, vit à 16 ans son adolescence dans une révolte que l'exil renforce et le racisme exaspère.

La bagarre du fils contre le père, des réfugiés polonais contre les Anglais indifférents ou hostiles sont évoqués notamment au cours de matchs de football. Michaël, lui, veut gagner, il veut le succès à tout prix que ce soit au foot ou dans la vie, tandis qu'il

considère son père comme un perdant à vie.

Par son show sur la Pologne, Rodak montre comment, par la création artistique, il tente de se libérer de son obsession de la Pologne.

Michaël sera plus direct : il choisira le retour en Pologne, déguisé en punk aux cheveux roses pour être un gagnant.

Si le thème n'est pas sans intérêts, sa réalisation peut déconcerter. Jerzy Skolimowski joue de plusieurs registres, du réalisme au symbolisme, du terne au flamboyant, et si on accroche à certains moments, l'ensemble reste décousu et parfois un peu long. En tout cas, bien moins réussi que son précédent film sur la vie des exilés polonais en Angleterre *Travail au noir*.

Julie RENOIR

Dans les salles parisiennes : Saint-Germain Village 5^e (v.o.), Gaumont Ambassade 8^e (v.o.), Olympic Entrepôt 14^e (v.o.).

« Mais... qui a tué Harry ? »

d'Alfred Hitchcock avec Shirley MacLaine



Depuis quelque temps, on ressort sur les écrans des films d'Hitchcock longtemps absents des salles de cinéma. Celui-ci est le quatrième. Il date de 1956 et a été tourné en couleur.

On a trouvé le corps d'Harry Roberts. Mais qui donc a bien pu le tuer ? Sa femme, à coups de casserole ? Un chasseur qui l'a confondu avec un lapin ? Ou encore une femme molestée par la victime quelque temps avant le meurtre ?

On s'agite beaucoup autour des restes d'Harry. Et chaque rebondissement a pour but de mettre en valeur le principal personnage de ce film : le cadavre.

Car si Hitchcock propose ici les ingrédients classi-

ques de l'énigme policière, avec ses quiproquos et ses fausses pistes, il y a ajouté un piment supplémentaire : l'humour... technicolor.

Jacques FONTENOY

Dans la région parisienne :

Forum Ciné Arc en Ciel 1^{er} (v.o.), Hautefeuille 6^e (v.o.), Olympic Saint-Germain 6 (v.o.), Marignan 8^e (v.o.), Action Lafayette 9^e (v.o.), Français 9^e, 14 juillet 11^e (v.o.), Nation 12^e, Fauvette 13^e, Montparnasse Pathé 14^e. Trois Parnassiens 14^e (v.o.), 14 juillet 15^e (v.o.), Clichy Pathé 18^e, C2L Saint-Germain-en-Laye, Vélizy, C2L Versailles, La Défense 4 Temps, Français Enghien, Pathé Champigny, Belle Epine Thiais.



Comme les westerns américains nouvelle manière, ce film colonial français a ses remords comme ses nostalgies. De quoi satisfaire la bonne conscience du public de gauche comme les admirateurs des baroudeurs bien de chez nous.

Gaumont Les Halles 1^{er}. Gaumont Richelieu 2^e. Bretagne 6^e. Paramount Odéon 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. Publicis Ellysée 8^e. Gaumont Convention 15^e. Victor Hugo 16^e. Paramount Maillot 17^e. Clichy Pathé 18^e. Gambetta 20^e.

VENT DE SABLE.

de Lakhdar Hamina.

Un film violent et dénonciateur sur la vie et sur la condition féminine dans le désert algérien.

Bonaparte 6^e (vo).

L'ADDITION.

de Denis Amar.

A la suite d'un incident banal, un homme est pris dans l'engrenage de la prison.

UGC Opéra 2^e. Biarritz 8^e (vo).

LA DIAGONALE DU FOU.

de Richard Dembo avec Michel Piccoli.

Le Soviétique Akiva Liebskind, champion du monde d'échecs, affronte Pavius Fromm, grand maître soviétique passé à l'Ouest. Le film ne se cantonne pas seulement à l'évocation de l'affrontement Est-Ouest. Tout en nuance, il suggère plus qu'il ne montre, il

Pour pouvoir faire des études, elle se déguise en garçon. Un film plein de finesse et d'humour.

Danton 6^e (vo). Rotonde 6^e. UGC Champs-Élysées 8^e (vo). UGC Boulevards 9^e.

... et moins récents

CARMEN.

de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2^e. Gaumont Champs-Élysées 8^e. Kinopanorama 15^e.

RUE CASES-NÈGRES.

de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Épée de Bois 5^e.

TCHAO PANTIN.

de Claude Berri.

La rencontre d'un pompiste alcoolique et d'un jeune paumé revendeur de drogue.

UGC Opéra 2^e. Marbeuf 8^e.

LE BAL.

d'Ettore Scola.

De 1936 à nos jours, l'histoire de la France évoquée à travers une série de bals populaires.

Studio de la Harpe 5^e.

ROMAN HISTORIQUE

« Les temps heureux »

de Roger Bordier

« Elle est perdue, mon gars, tu le sais bien. Au moins, elle se défend. Ce n'est pas si facile, hein, d'avoir sa peau » : la Commune tombe en ce mois de mai 1871 et Michel Aubespin, ouvrier relieur, échappe au massacre. Il reviendra à Paris deux ans plus tard.

Avec quelques camarades de son quartier de la Butte aux Cailles, il va vivre dans l'espoir que « la Commune n'est pas morte », et que l'Internationale, touchée à mort, renaîtra. Cet espoir n'est pas vain : Jules Guesde, entrevu dans la fumée d'un café, va le personifier. Michel et ses compagnons adhèrent à son mouvement. Ils vitupèrent les socialistes qui voient dans les républicains bourgeois la planche de salut ; pour eux, il faut un authentique mouvement prolétarien, sans compromis, sans tâche. Ils organisent un cercle d'étude aux débats passionnés.

Ce milieu de petits artisans, de compagnons et d'ouvriers est farouchement attaché aux traditions révolutionnaires de la capitale. Ce sera bientôt le centenaire de la Grande Révolution de 1789. Michel aura « deux fois vingt ans » et espère alors que ce sera le réveil des prolétaires pour abattre la société bourgeoise « avant la fin du siècle ». Et effectivement, 1889, année de l'Exposition Universelle et de sa Tour

Eiffel, année de la fondation de la II^e Internationale, est chargée de promesses : celles d'une société où l'essor de la technique sera mis au service de l'homme.

Tout au long du livre, dans un style haletant, poétique et parfois déconcertant, les grands événements sont liés intimement à ceux de la vie quotidienne, sont vécus par les personnages avec la même intensité, du Paris ouvrier à ce petit village républicain des bords de Loire où vit la famille de Michel.

Après *La grande vie* qui peignait la montée ouvrière des années trente, l'auteur est remonté cinquante ans en arrière avec *Les temps heureux*, dans la même famille, les mêmes milieux, au moment où le mouvement ouvrier, sorti des années noires, prend un élan nouveau.

Pour l'auteur, comme il l'a affirmé dans des interviews, il s'agit de se démarquer d'une « tradition romanesque bourgeoise » qui ignore superbement la vie de la grande majorité de la population, et en particulier de la classe ouvrière. Quant à son style parfois épique il se prête assez bien à cette volonté d'émancipation dont sont porteurs ses personnages et leur combat.

Michel BROUSSE

Les temps heureux de R. Bordier, Ed. Albin Michel, 350 pages, 75 F.

TEMOIGNAGES

« Des dimanches à Belleville »

de Clément Lépidis

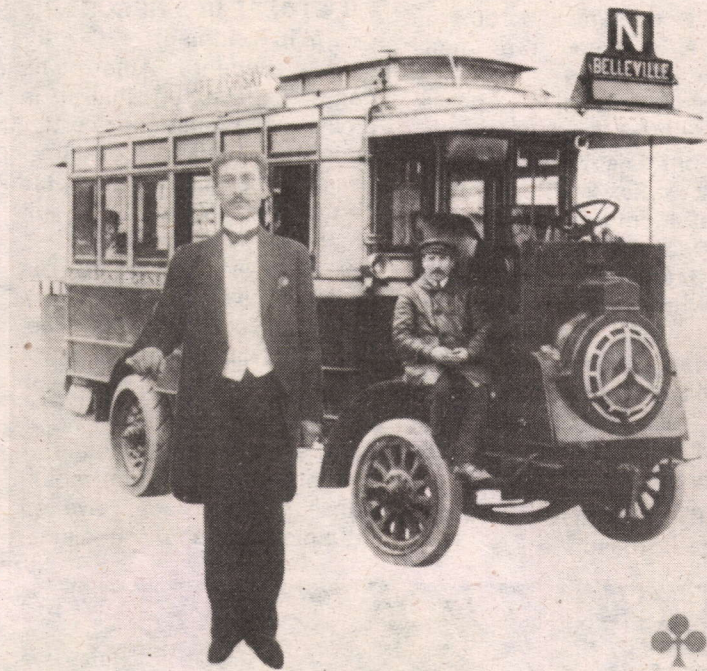
La collection *Terre d'enfance* invite des écrivains à décrire le cadre de leur jeunesse. Dans ce volume, Clément Lépidis (auteur, entre autres de *L'Arménien*), né de père grec et de mère française, raconte ses années d'adolescence à Belleville, dans les années trente.

Ces souvenirs quelquefois nostalgiques mélangent, au gré du conteur, le passé historique du quartier, une description de la vie populaire et les souvenirs personnels de l'auteur.

Comment occupait-on ses loisirs dans ce quartier populaire parisien : tel est le sujet de ce livre dont le héros principal reste la rue. Le quartier de Belleville est un petit monde où se côtoient de nombreux peuples. Le « village » a ses gloires : la comédienne Odette Laure, l'accordéoniste Jo Privat, la chanteuse Berthe Sylva qui vient se « poivrer » au café « La vieilleuse ».

Les loisirs, ce sont le bistro, le cinéma, les bals, voire le bordel ; étape quasi-obligatoire d'un adolescent cherchant à asseoir une réputation d'« affranchi ».

Lépidis regrette cette époque où « le cinéma de quartier avait une fonction sociale que l'on a tuée. Belleville lui devait alors bien de la fraternité. On terminait la soirée au comptoir d'un des nombreux cafés encore ouverts. C'était la



foule à minuit dans les rues et l'on ne craignait ni pour son porte-monnaie, ni pour sa vie... »

Dans sa conclusion, Lépidis met en accusation les assassins de « son » Belleville : la télévision qui fait rester les gens chez eux, les promoteurs immobiliers qui, au nom de l'assainissement d'un « nid à rats et à punaises » ont essentiellement fait une bonne opération financière, sans se soucier des intérêts et des besoins de la population du quartier.

Ce petit livre qui se lit avec plaisir constitue une mine d'anecdotes et de renseignements sur la vie de tous les jours d'un quartier de Paris dans les années

trente. Même si Lépidis a assisté aux événements de juin 1936 sans beaucoup de conscience — il n'avait que 16 ans —, il donne parfois à entendre les échos assourdis des grands événements politiques de la période, cette période qui vit notamment un « sosie de Charlie Chaplin » prendre le pouvoir à Berlin...

Un livre à lire pour retrouver le Paris ouvrier d'avant-hier, même si la mémoire de Lépidis en a sans doute gardé une vision embellie par la nostalgie de sa jeunesse.

Jacques FONTENOY

Des dimanches à Belleville de Clément Lépidis, ACE éditeur, 244 P., 62 F.



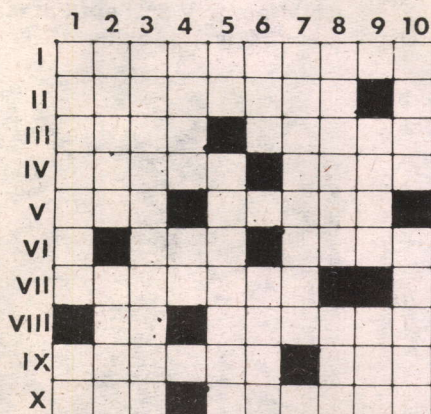
MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

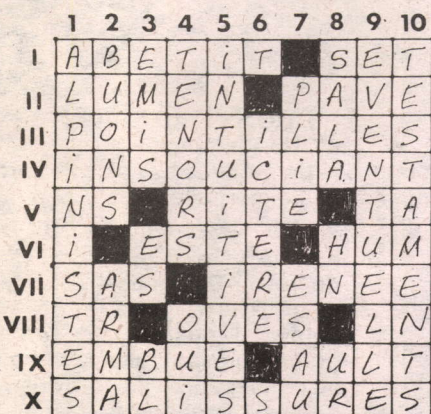
I - Rafistolages. II - Il permet de prendre l'air tout en restant à l'intérieur. III - Guide d'acier - Enlevées. IV - Slave au nom d'origine scandinave - Le bateau de Rimbaud l'était. V - Il passe par le centre - Réfléchie. VI - Celui des autres était éthiopien. Préfixe du milieu. VII - Sur la cravate ou dans les cheveux. VIII - Sous vos yeux - Car elle n'a que des loisirs. IX - Partie du corps humain qu'un chien pourrait revendiquer - Sa farine se retrouve en cataplasmes. X - Leur outrage accompagne la vieillesse - Vagabondent.

VERTICALEMENT

1. Obstacle - Démonstratif. 2. Relatifs aux vieux rois - Découpage cinématographique. 3. Ferions apparaître un arc en ciel. 4. Durillons - Pronom indéfini. 5. Commencer à retirer - Descendant souvent indique. 6. Prénom - Unir fortement. 7. Formes de repli morbide sur soi-même. 8. Alourdie, donc - Plus importante on l'appellerait continent. 9. Époques - Noë, dit-on, en abusa après le Déluge. 10. Située - Se lancent.



Solution du n° précédent



« Marchés d'esclaves » de Joseph Kessel

Marché d'esclaves est un reportage fait par Joseph Kessel dans les années 1930, alors journaliste au *Matin* de l'époque.

Dans les années 1930, ce commerce était encore florissant au Moyen-Orient, dans le bassin de la Mer Rouge, l'Éthiopie en Afrique, le Yémen et le Hedjaz — région de l'actuelle Arabie Saoudite — ayant encore des structures économiques et sociales qui reposaient sur l'esclavage.

Les trafiquants d'esclaves de Transjordanie, de Syrie, de Perse, d'Égypte d'autre part recherchaient aussi cette denrée précieuse qu'était l'esclave capturé dans certaines régions du Soudan et envoyé ensuite dans tous les pays de la Mer Rouge et jusqu'en Asie.

Joseph Kessel décida de suivre toutes les étapes de ce commerce depuis les sources, c'est-à-dire l'Abysinie, en bordure du Soudan, jusqu'aux centres de « consommation » qu'étaient le Yémen et le Hedjaz, en Asie.

Nous voyons donc comment les futurs esclaves étaient enlevés — nous assistons à la capture d'enfants par des chasseurs dressés depuis toujours à la chasse à l'homme —, ensuite comment ils

étaient regroupés, acheminés, livrés et enfin quel sort les attendait dans les pays où ils constituaient le nerf et le muscle de la vie économique.

En 1930, officiellement l'esclavage était interdit à l'échelle internationale car les nations occidentales après l'avoir longtemps pratiqué à grande échelle et s'être ainsi enrichies aux XVI^e-XVII^e-XVIII^e siècles, n'avaient plus besoin de l'esclavage pour asseoir leur puissance. Aussi, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la police était aux aguets pour traquer les trafiquants d'esclaves. Faire un reportage sur un commerce officiellement interdit n'était donc pas une mince affaire car les trafiquants faisaient emprunter à leur caravane les chemins les plus secrets et les plus invraisemblables. Pour ce reportage, Joseph Kessel se lança dans une véritable aventure pleine d'embûches qu'il n'aurait certainement pas menée à bien sans l'aide d'Henry de Monfreid, aventurier de l'époque connu dans toute la Mer Rouge, lui-même trafiquant d'armes dont les principaux clients étaient justement les marchands d'esclaves !

Le récit est impressionnant : on voit revivre ce

monde arriéré et primitif où l'arriération économique va de pair avec l'esclavage dans ces pays repliés sur eux-mêmes, aux mains de despotes qui se disent parfois « éclairés » (que Joseph Kessel excuse un peu pour cela, voulant croire qu'ils sont victimes de l'arriération de leur propre peuple). Et l'auteur sait nous embarquer aussi avec lui dans cette expédition pleine d'aventures. On vibre et l'on s'indigne avec lui à la découverte d'un monde qu'on aurait pensé révolu, et qui aujourd'hui même n'a pas entièrement disparu.

Ce récit est suivi d'un court reportage sur le mouvement des Sinn-Feiners — indépendantistes irlandais — dans les années 1920 qui a conservé quelque actualité puisque en 1984, la population pauvre d'Irlande du Nord continue à se dresser contre l'oppression britannique. Kessel nous présente un mouvement nationaliste irlandais en pleine lutte contre l'Angleterre et réussit très bien à faire vivre la lutte de ce peuple décidé, dont l'Angleterre malgré la puissance de sa répression, ne peut pas venir à bout.

Marie Antonin

Marché d'esclaves / de Joseph Kessel, Ed. 10-18, 285 P., 30 F.



TELE

Sélection

SAMEDI 16 JUIN

TF 1 17 h 00 Football : France-Belgique.

Autant le savoir, pendant 15 jours que durera le championnat d'Europe des Nations, le petit écran sera envahi par le ballon rond...

A2 12 h 00 A nous deux un magazine auquel s'adressent tous ceux qui ont à se plaindre... d'un voisin, de l'administration, etc... parfois y sont épinglées quelques absurdités criantes des règlements bureaucratiques.

TF 1 20 h 35 Au théâtre ce soir : « Le soleil n'est plus aussi chaud qu'avant ».

Deux retraités se sentant abandonnés de la société se lient d'amitié.

TF 1 22 h 05 Droit de réponse avec comme sujet : les pompiers sont-ils pyromanes, en quoi consiste le plan Orsec... Haroun Tazieff participera à l'émission.

DIMANCHE 17 JUIN

FR 3 16 h 25 Le songe d'une nuit d'été de Shakespeare en version originale sous-titrée. Une pièce pleine de féerie où l'amour tient une place fort importante...

TF 1 20 h 35 Pour cent briques, t'as plus rien.

Un succès du café-théâtre qui a été porté à l'écran par Edouard Molinaro. Deux amis chômeurs décident de réaliser un hold-up avec des mitraillettes en plastique. Heureusement pour eux, une belle spécialiste va les aider dans leur entreprise.

FR 3 20 h 35 Récital Joan Baez enregistré le 15 Juillet 1983, place de la Concorde, sur le thème de la non-violence.

TF 1 22 h 00 Elections européennes

Les premiers résultats des élections et les commentaires des invités représentants des partis politiques.

FR 3 23 h 00 Cinéma de minuit : Cycle Tourneur

Péchés de jeunesse de Maurice Tourneur (1941) avec Harry Baur. Au soir de sa vie, un égoïste solitaire découvre ce qu'il a ignoré tout au long de son existence.

LUNDI 18 JUIN

TF 1 20 h 35 Le bataillon du ciel

Deuxième partie du film d'Alexandre Esway (1945) Tourné au lendemain de la

Deuxième Guerre mondiale, sur un scénario de J. Kessel, ce film exalte l'héroïsme des forces de la Résistance...

A 2 20 h 35 L'Heure de Vérité

Avec Jacques Delors ; quelles vérités va-t-il nous servir cette fois-ci ?

FR 3 20 h 35 Cycle Dominique Sanda

Film : 1900 de Bernardo Bertolucci (deuxième partie).

Une prestigieuse distribution : Robert de Niro, Gérard Depardieu, Dominique Sanda, Donald Sutherland, Laura Betti, Stephania Sandrelli pour une deuxième partie bien décevante.

MARDI 19 JUIN

TF 1 20 h 35 Les mardis de l'information «2002 : L'Odyssée du quotidien »

Comment vivrons-nous en 2002 ? Telle est la question posée par ce magazine. Il est à craindre qu'on ne nous expose qu'un catalogue de gadgets futuristes. (Mais d'ici 2002, on aura peut-être enfin réussi à changer le monde, ce qu'on oublie de prévoir dans cette émission).

FR 3 La dernière séance

Soirée Humphrey Bogart avec à 20 h 50 La main gauche du Seigneur et surtout à 23 h Le port de l'angoisse avec Lauren Bacall.

MERCREDI 20 JUIN

FR 3 20 h 35 Sortie interdite

Téléfilm français réalisé par Patty Villiers avec Gérard Blain. Une histoire d'amitié entre un flic marginal et un clochard qui est, paraît-il, un pamphlet contre la guerre et un hymne à la liberté.

A2 20 h 40 La digue, un téléfilm. Après avoir frôlé un accident ; une inspectrice du travail se rappelle son passé. Un film qui paraît très attachant, tout en n'étant pas dénué d'humour.

JEUDI 21 JUIN

TF 1 14 h 50 Les choses du jeudi

Une émission consacrée cette semaine aux instruments de musique et à leur fabrication.

TF 1 21 h 15 Contre-enquête

Une émission d'Anne Hoang : les réalisateurs reviennent sur des affaires qui à un titre ou un autre ont ému l'opi-

nion publique. Cette fois-ci en particulier Lettre de Bruno : Bruno était ce jeune qui fut abattu pour s'être approché de trop près du scooter d'un autre. Cet autre est un policier qui lors du procès plaidera la légitime défense.

A2 23 h 35 Bastien, Bastienne. Un opéra de Mozart largement actualisé et adapté pour le cinéma puisque l'action se passe en 1916. L'orchestre des Concerts Pasdeloup est dirigé par Louis Tillet.

A2 0 h 10 Tout, tout de suite, un excellent film jamaïcain de 1972. Sur fond de musique reggae, avec Jimmy Cliff, la révolte d'un jeune qui rêve de devenir chanteur et de sortir de la misère.

VENDREDI 22 JUIN

A2 21 h 35 Apostrophes. Le thème : « A chacun sa France » avec des historiens.

A2 23 h 00 Femmes entre elles, un film d'Antonioni de 1955 : deux femmes se lient d'amitié après que l'une ait sauvé l'autre du suicide. Une peinture de la haute société italienne d'après une nouvelle de Cesare Pavese.

La campagne de Lutte Ouvrière

Dans les élections européennes



« L'amertume et les désillusions des travailleurs sont en train de se transformer en colère »

TEXTE DE L'ALLOCUTION
RADIO-TÉLÉVISÉE
D'ARLETTE LAGUILLER
DANS LE CADRE DE LA
CAMPAGNE OFFICIELLE
POUR LES ÉLECTIONS
EUROPÉENNES (PASSÉE
MARDI 12 JUIN À 19 H 50
SUR A2 ET TF1 ET À 22 H 30
SUR FR3)

« Il y a cinq ans, lors de la précédente élection à l'Assemblée européenne, la droite était au gouvernement, Giscard à la présidence, le poids du chômage s'alourdissait et la vie se faisait difficile pour tous les travailleurs. Aujourd'hui, la gauche est au gouvernement, et Mitterrand président, mais le chômage s'accroît toujours et la vie des travailleurs n'est pas meilleure.

A l'époque, Raymond Barre, arrogant, affirmait qu'il fallait réduire les effectifs et le pouvoir d'achat des salariés, ce qui n'a pas arrêté la crise, mais a maintenu les profits. Aujourd'hui, c'est Pierre Mauroy qui, au nom de la gauche, tient le même langage, autorise des milliers de licenciements et bloque les salaires. Depuis trois ans, le gouvernement a

changé, mais pas sa politique.

Avec la crise, la haute bourgeoisie et la finance cherchent à diminuer la part des salaires, et le gouvernement les y aide, les subventionne et leur donne l'exemple.

Mais si le grand patronat maintient ses profits, il ne les investit pas pour autant, car on spéculé aussi librement sous Mitterrand que sous Giscard, et les capitaux partent, sans plus de contrôle aujourd'hui qu'hier, vers les banques suisses ou américaines.

Pour tous ces gens-là, l'Europe n'est qu'un prétexte : qui pourrait dire ce qu'ont fait depuis cinq ans, au Parlement européen, les quatre-vingt-un députés des quatre grands partis ? Pourtant, pendant tout ce temps, des millions d'ouvriers européens étaient jetés à la rue, on fermait des centaines d'usines et maintenant on réduit en commun la production d'acier, on organise la pénurie, à commencer par le lait. Ils ne construisent pas l'Europe, ils la détruisent.

Alors, n'approuvons pas ces gens-là.

Et puis, les travailleurs en ont assez de voir qu'une fois au pouvoir, les différences entre la gauche et la droite disparaissent et les promesses s'oublient.

Ce gouvernement a tout emprunté à la droite, sa politique économique, ses courbettes devant le patronat, comme son mépris envers les travailleurs.

Mais le patronat et les possédants ont tort de se réjouir que la gauche soit aussi lâche. Ils ont tort d'en demander encore plus : plus de facilités pour licencier ou plus de facilités pour réduire les salaires.

Si les travailleurs sont amers et déçus, leur amertume et leurs désillusions sont en train de se transformer en colère. Des millions de travailleurs n'ont pas oublié ce qu'ont fait les hommes de droite, qui jouent maintenant les démocrates. Ils n'oublieront pas non plus ce que font aujourd'hui au gouvernement les hommes de gauche.

Travailleurs, travailleuses,

Faites en sorte que les licenciés, de gauche comme de droite, sachent que tout cela devra bien se payer un jour. »

faible
devant le patronat
dur
envers les chômeurs
ce gouvernement
n'est pas de gauche.
Votons Lutte Ouvrière

En 81,
certains disaient
qu'Arlette
attaquait trop la gauche
mais aujourd'hui
c'est la gauche
qui attaque
les travailleurs
Votons Lutte Ouvrière

La gauche
roule à droite,
Ça mérite
une contredanse.
Votez Lutte Ouvrière

Comme les sidérurgistes lorrains,
disons aux députés
de la gauche :
« Les travailleurs
vous démissionnent. »
Votez Lutte Ouvrière

Vendredi 15 juin à PARIS
MEETING avec Arlette LAGUILLER

à
20 h 30

Grande Salle de la Mutualité
rue Saint-Victor, Paris 5^e
(M^o Maubert-Mutualité)